

Guide de l'instructeur sur les exercices en classe

Objet

S'entraîner à traiter les problèmes de déontologie et de discipline auxquels les commandants pourraient devoir faire face lors de leurs prochains déploiements.

Résultats de l'apprentissage des participants

S'entraîner à suivre les orientations et les bonnes pratiques recommandées par l'ONU afin de déceler les risques de faute et prévenir les fautes, traiter les allégations de faute et signaler les fautes à l'Organisation ainsi que coopérer avec les activités d'enquête préliminaire de l'ONU.

Quand utiliser les exercices en classe ?

Les instructeurs des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police doivent sélectionner au moins un exercice en classe et l'intégrer dans la formation dispensée aux commandants. Dans le cours destiné au personnel de commandement des unités de police constituées, il est préférable de réaliser le volet sur la déontologie et la discipline dans la première moitié du cours, avant l'exercice intermédiaire.

Comment utiliser les exercices en classe ?

Les exercices en classe sont conçus pour être dispensés à un groupe d'une vingtaine d'apprenants, répartis en quatre groupes. La durée des exercices varie de quarante-cinq minutes à deux heures. Les instructeurs choisissent un exercice en classe parmi les quatre exemples proposés (voir ci-après **Tableau 1. Liste des exercices en classe**). Les études de cas, les scénarios et les exemples traités dans les exercices en classe sont fictifs mais basés sur des cas réels. L'exercice 2 (scénarios relatifs aux risques) repose sur des scénarios génériques : les formateurs peuvent les adapter afin de maximiser l'apprentissage (par exemple en ajoutant des risques plus spécifiques au lieu où le contingent sera déployé).

Le formateur trouvera dans chaque exercice toutes les consignes applicables.

Tableau 1. Liste des exercices en classe

Description	Méthode
<p>1. Études de cas (deux heures)</p> <p>Analyser des cas où les commandants n'ont pas respecté leurs obligations en matière de déontologie et de discipline et examiner les bonnes pratiques à suivre par les commandants (prévention et signalement des fautes, coopération avec les activités d'enquête préliminaire de l'ONU).</p> <p>Étude de cas A. Exploitation et atteintes sexuelles</p> <p>Étude de cas B. Harcèlement sexuel</p> <p>Étude de cas C. Vol de carburant de l'ONU</p> <p>Étude de cas D. Conduite en état d'ivresse</p>	<p>Études de cas, travail en groupe</p>
<p>2. Scénarios relatifs aux risques (1 h 15)</p> <p>Dans le cadre d'un scénario que les commandants sont susceptibles de rencontrer lors de leur déploiement, s'entraîner à recenser les risques de faute et à élaborer un plan d'action pour les prévenir.</p> <p>Scénario 1 : Risques de faute (lieu urbain)</p> <p>Scénario 2 : Risques de faute (lieu éloigné)</p>	<p>Exercice de planification basé sur un scénario, travail de groupe (avec possibilité de travail individuel), discussion plénière</p>
<p>3. Vidéos relatives aux risques (1 h 45)</p>	<p>Projection de vidéos et planification (travail de groupe avec possibilité</p>

Description	Méthode
<p>S'entraîner à recenser les risques de faute <u>en vue d'un déploiement</u> et à élaborer un plan d'action visant à prévenir les fautes.</p> <p>Quatre vidéos sont disponibles :</p> <p>Vidéo 1 : « Exploitation et atteintes sexuelles : message aux troupes » (2017) (français sous-titré en anglais)</p> <p>Vidéo 2 : « Lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles en République centrafricaine » (2017) (français sous-titré en anglais)</p> <p>Vidéo 3 : « Rwanda : bonnes pratiques pour renforcer la déontologie du personnel de maintien de la paix » (2021) (anglais sous-titré en anglais et anglais sous-titré en français)</p> <p>Vidéo 4 : « Lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles la nuit » (2017) (anglais sous-titré en anglais pour les malentendants)</p>	<p>de travail individuel), discussion plénière</p>
<p>4. Exercice : quels manquements faut-il signaler à l'ONU ? (quarante-cinq minutes)</p> <p>S'entraîner à déterminer quels sont les manquements que le commandant est habilité à traiter ou qu'il faudra signaler à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée.</p>	<p>Travail en groupe, discussion plénière</p>

Gérer les émotions et les désaccords

Certaines questions sensibles traitées dans les exercices peuvent susciter de vives émotions ou de profonds désaccords entre apprenants. Il est donc souhaitable de prendre certaines précautions :

- Établissez des règles de base pour la discussion, par exemple : « Écoutez avec l'esprit ouvert », « Ne vous en prenez pas aux personnes, mais aux problèmes », « Acceptez d'être en désaccord ».
- Autorisez les apprenants à quitter la salle pour faire une pause et retrouver leur calme.

- Proposer un accompagnement émotionnel aux apprenants après la formation, par exemple en leur permettant d'exprimer les émotions qu'ils ont ressenties pendant la formation ou d'accéder aux services d'un professionnel.

Travaux préalables

2 à 4 semaines avant la formation : les formateurs déterminent quels spécialistes seront invités à participer aux exercices, notamment au premier exercice afin de souligner l'importance du sujet (voir **Profils des formateurs** dans le **Guide de l'instructeur sur l'utilisation du module d'approfondissement des compétences**).

1 à 2 semaines avant la formation : les formateurs invitent les apprenants à achever les deux cours en ligne et à fournir des certificats prouvant qu'ils les ont validés.

1 semaine avant la formation : les formateurs demandent à tous les apprenants de lire le **Guide de déploiement** (voir **Ressources clés**) afin de revoir les messages clés du cours avant de passer aux exercices.

Dans le cas où les apprenants ne liraient pas le guide au préalable, le formateur peut présenter brièvement son contenu (par exemple, au moyen d'un exposé PowerPoint de quinze minutes) avant de traiter le premier exercice.

On trouvera une liste du matériel de formation et des fournitures dans les consignes relatives à chaque exercice.

Méthode d'évaluation de l'apprentissage

Comment les apprenants sont-ils évalués ?

Pendant les exercices, la performance de l'apprenant est évaluée sur une échelle de 1 à 3 (1 – ne répond pas aux attentes, 2 – répond aux attentes, 3 – dépasse les attentes).

Les apprenants peuvent être évalués en groupe ou individuellement. Pendant les exercices en classe, la performance d'un groupe ou d'un apprenant sera évaluée sur la base de l'observation du formateur et de l'analyse des travaux écrits.

Comment noter un exercice ?

L'un des formateurs dirige l'exercice pendant que l'autre prend des notes sur la performance du groupe ou de l'apprenant en se servant de la grille de solution et recueille tout travail écrit. Une fois l'exercice achevé, les formateurs examinent ensemble les notes relatives à la performance du groupe ou de l'apprenant ainsi que tout travail écrit et notent leur performance sur une échelle de 1 à 3. Ils se reportent au **Tableau 2. Critères de notation – Exercices** pour attribuer les notes (voir ci-après). Ensuite, ils inscrivent la note dans le **Formulaire d'évaluation du cours** (voir **Guide de l'instructeur sur l'utilisation**

du module d'approfondissement des compétences, annexe) ainsi que toute observation utile.

Que se passe-t-il si la performance du groupe ou de l'apprenant est insuffisante lors d'un exercice ?

Si la performance du groupe ou de l'apprenant est insuffisante lors d'un exercice, le formateur reprend les notions qui n'ont pas été assimilées ou qui ont été mal comprises au cours de la session. Il peut aussi décider de tenir une courte session une fois les séquences et exercices achevés afin de renforcer ces notions (pour plus d'informations, voir **Guide de l'instructeur sur l'utilisation du module d'approfondissement des compétences**).

Expliquer clairement ce que l'on attend des apprenants en matière d'évaluation

Au début de chaque exercice, les formateurs doivent expliquer aux apprenants :

- Ce sur quoi ils seront évalués, par exemple leur performance au cours de l'exercice.
- Ce sur quoi ils ne seront pas évalués. Il convient de leur expliquer qu'ils peuvent parler en toute franchise de leurs expériences négatives et des enseignements qu'ils peuvent en tirer, et ne doivent pas craindre d'éventuelles répercussions sur leur carrière ou la réussite de l'exercice.
- Comment ils seront évalués, par exemple sur la base des observations du formateur lors des travaux en groupe, des contributions apportées pendant les discussions de groupe et des travaux écrits élaborés en groupe ou individuellement.
- L'importance de la participation active des apprenants aux exercices, afin de maximiser leur propre apprentissage et celui des autres, et de recueillir des éléments d'évaluation de leur performance.

Les formateurs doivent également faire en sorte que chacun ait la possibilité de participer et d'apporter sa contribution.

Tableau 2. Critères de notation – Exercices

Plusieurs critères peuvent s'appliquer.

	1 – Ne répond pas aux attentes	2 – Répond aux attentes	3 – Dépasse les attentes
Niveau de performance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
au cours de l'exercice	<ul style="list-style-type: none"> Les tâches assignées n'ont été que partiellement accomplies ou n'ont pas été accomplies <p>Les contributions fournies (par l'apprenant en groupe ou individuellement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> correspondent peu ou ne correspondent pas à ce qui a été enseigné ou à la solution fournie pour l'exercice révèlent une faible aptitude à appliquer les consignes de l'ONU aux situations susceptibles de se produire au cours d'un déploiement sont pour la plupart « hors sujet » et sans rapport avec l'objectif de l'exercice 	<ul style="list-style-type: none"> Les tâches assignées ont été accomplies <p>Les contributions fournies (par l'apprenant en groupe ou individuellement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> correspondent pour la plupart à ce qui a été enseigné ou à la solution fournie pour l'exercice révèlent une bonne aptitude à appliquer les consignes de l'ONU aux situations susceptibles de se produire au cours d'un déploiement sont en rapport avec le sujet et l'exercice 	<ul style="list-style-type: none"> Les tâches assignées ont été accomplies <p>Les contributions fournies (par l'apprenant en groupe ou individuellement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> correspondent exactement à ce qui a été enseigné ou à la solution fournie pour l'exercice révèlent une excellente aptitude à appliquer les consignes de l'ONU aux situations susceptibles de se produire au cours d'un déploiement sont en rapport avec le sujet et l'exercice et offrent de nouvelles perspectives

	1 – Ne répond pas aux attentes	2 – Répond aux attentes	3 – Dépasse les attentes
			<ul style="list-style-type: none"> révèlent une bonne compréhension du contexte ou des politiques en matière de déontologie et de discipline

Exercice 1. Études de cas

Objet

Analyser des cas où les commandants n'ont pas respecté leurs obligations en matière de déontologie et de discipline et examiner les bonnes pratiques à suivre par les commandants en matière de prévention et de signalement des fautes ainsi qu'en matière de coopération avec les activités d'enquête préliminaire de l'ONU.

Résultats de l'apprentissage des participants

À la fin de la session, les apprenants sauront :

- indiquer les manquements que les commandants peuvent commettre en matière de conduite et de discipline ;
- indiquer les conséquences auxquelles s'exposent les commandants qui ne respectent pas leurs obligations en matière de déontologie et de discipline ;
- indiquer les mesures que les commandants peuvent mettre en place pour prévenir les fautes lors d'un déploiement ;
- présenter la procédure de signalement d'allégations de faute à l'ONU ;
- coopérer avec les activités d'enquête préliminaire de l'ONU.

Méthode

Études de cas, travail en groupe.

Consignes et durée

Durée totale : deux heures.

Pour cet exercice, deux études de cas sont proposées. Les quatre groupes (par exemple composés de cinq personnes) devront traiter ces deux mêmes études de cas. On trouvera ci-après une autre version de l'exercice, assortie de consignes, qui comprend quatre études de cas, où chacun des groupes étudie un cas différent.

Avant l'exercice :

- Demandez aux participants de lire le **Guide de déploiement** (voir **Ressources clés**).
- Choisissez deux études de cas (voir **Tableau 1. Liste des études de cas**).
- Préparez une liste d'éléments que le formateur traitera après l'examen de la deuxième question, à savoir : « Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ? ». Si nécessaire, sollicitez l'avis d'un conseiller juridique.
- Répartissez les participants en quatre groupes.
- (Facultatif) Désignez des salles de repos que deux groupes pourront utiliser pendant les travaux afin de réduire le niveau sonore dans la salle de classe et de renforcer la concentration.

- Préparez les supports de formation et les fournitures (voir ci-après).
- Pendant l'exercice, appliquez les consignes suivantes :

Consignes	Durée
<p>Introduction</p> <p>Présentez l'objectif et les résultats d'apprentissage des participants et expliquez comment la performance sera évaluée (voir la section Méthode d'évaluation de l'apprentissage ci-après et la même section dans le Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Donnez des conseils sur la manière de gérer les émotions et les désaccords (voir Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Répartissez les participants en quatre groupes.</p>	<p>Cinq minutes</p>
<p>Travail en groupe</p> <p>Donnez les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque groupe devra lire les études de cas, répondre aux questions posées et inscrire ses réponses sur un tableau-papier à feuilles mobiles. • Chaque groupe devra désigner un porte-parole en vue de la discussion plénière. • Tous les groupes recevront les deux mêmes études de cas et disposeront de trente minutes pour chacune. • Pour chaque étude de cas, chaque groupe devra consacrer vingt minutes à la discussion et dix minutes à la rédaction des points clés sur un tableau-papier à feuilles mobiles, qui seront présentés lors de la discussion plénière. <p>Distribuez les deux études de cas à chaque groupe.</p>	<p>1 h 5</p> <p>(trente minutes par étude de cas)</p>

<p>Demandez à certains groupes de se rendre dans les salles de repos (facultatif).</p> <p>Pendant le travail en groupe, les formateurs écoutent les discussions et en évaluent la qualité à l'aide des grilles de solution, qui contiennent des colonnes à cocher si les notions ont été acquises et des espaces pour ajouter des commentaires sur la performance du groupe.</p> <p>Variante (4 études de cas) : distribuez une étude de cas différente à chaque groupe, de sorte que les quatre groupes étudient quatre cas différents. Chaque groupe dispose de trente minutes pour l'étude de cas. Le reste des consignes demeure inchangé. Pour cette variante, le travail en groupe est plus court et dure environ trente-cinq minutes.</p>	
---	--

<p>Discussion plénière</p> <p>Pour la première étude de cas, demandez au groupe 1 de présenter ses conclusions sur les trois questions posées, puis demandez au groupe 2 d'ajouter tout élément manquant. Cela devrait prendre quinze minutes.</p> <p>Pour la deuxième étude de cas, demandez au groupe 3 de présenter ses conclusions sur les trois questions posées, puis demandez au groupe 4 d'ajouter tout élément manquant. Cela devrait prendre quinze minutes.</p> <p>Au cours des exposés, les formateurs prennent des notes sur la performance de chaque groupe à l'aide des grilles de solution.</p> <p>Commentaires du formateur</p> <p>Une fois que les quatre groupes ont présenté leur exposé, le formateur principal formule des commentaires en s'appuyant sur les grilles de solution des deux études de cas et souligne toute notion non assimilée ou mal comprise. Cela devrait prendre vingt minutes. Notez que les quatre études de cas comportent les mêmes questions et que la plupart des notions à acquérir sont les mêmes. Lorsqu'il fait part de ses commentaires, le formateur peut ainsi être amené à omettre certains détails dans les grilles de solution pour éviter de se répéter. D'autres notions sont traitées dans les questions de réflexion posées dans les études de cas A (exploitation et atteintes sexuelles) et B (harcèlement sexuel).</p> <p>Ramassez les tableaux-papier à feuilles mobiles de chaque groupe car le formateur en aura également besoin pour évaluer la performance des apprenants.</p> <p>Distribuez à tous les apprenants les Exemples de prévention des fautes, qui contiennent des mesures que les commandants peuvent prendre pour</p>	<p>Cinquante minutes</p>
---	--------------------------

prévenir les fautes de leur personnel, et demandez-leur de les emporter avec eux lors de leur prochain déploiement.

Variante (4 études de cas) : le formateur résume brièvement les principales notions traitées dans l'étude de cas puis invite le groupe à présenter ses conclusions sur les trois questions posées. Ce processus vaut également pour les trois autres études de cas. Les mêmes consignes s'appliquent à la discussion plénière, à ceci près que le formateur fait part de ses commentaires en s'appuyant sur les grilles de solution des quatre études de cas au lieu de deux études de cas. Pour cette variante, la discussion plénière est plus longue et dure environ 1 h 20.

Questions à examiner

Les études de cas comportent toutes les mêmes questions, à savoir :

1. Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?
2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?
3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

En outre, des questions propres à chaque étude de cas sont également posées afin de favoriser la discussion.

Contenu des études de cas

Les quatre études de cas, qui traitent différents types de faute, sont fictives mais basées sur des cas réels de faute.

Les formateurs choisissent dans la liste ci-après deux études de cas parmi les plus pertinentes pour le déploiement du contingent, dont au moins une ayant trait à l'inconduite sexuelle (voir ci-après **Tableau 1. Liste des études de cas**).

Tableau 1. Liste des études de cas

Description	Cette étude de cas est pertinente pour les déploiements vers :
<p>Étude de cas A. Exploitation et atteintes sexuelles</p> <p>L'étude de cas porte sur une affaire d'exploitation et d'atteintes sexuelles, qui constitue un type d'inconduite sexuelle. Il s'agit d'un exemple d'échange d'argent ou de cadeaux contre des relations sexuelles avec des femmes adultes de la population locale. L'accent est mis sur le devoir du commandant de montrer sa résolution et de prévenir les fautes.</p>	<p>Tous les sites de toutes les missions, en particulier en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud.</p>
<p>Étude de cas B. Harcèlement sexuel</p> <p>L'étude de cas porte sur des exemples de harcèlement sexuel à l'encontre de femmes en dehors du contingent, ainsi qu'un acte d'agression sexuelle. Le harcèlement sexuel et l'agression sexuelle sont tous deux des types d'inconduite sexuelle. L'accent est mis sur les obligations du commandant en matière de prévention et de signalement des fautes.</p>	<p>Tous les sites de toutes les missions.</p>
<p>Étude de cas C. Vol de carburant de l'ONU</p> <p>L'étude de cas décrit un exemple de vol de carburant de l'ONU. L'accent est mis sur les obligations du commandant en matière de prévention et de signalement des fautes.</p>	<p>Toutes les missions, en particulier à Chypre et au Liban.</p> <p>Tous les contingents, en particulier ceux qui effectuent des patrouilles et consomment beaucoup de carburant.</p>

<p>Étude de cas D. Conduite en état d'ivresse</p> <p>L'étude de cas porte sur un exemple de conduite en état d'ivresse ayant entraîné un accident de la route et endommagé la voiture d'un habitant de la région. L'accent est mis sur les obligations du commandant en matière de prévention et de signalement des fautes, ainsi qu'en matière de coopération avec les activités d'enquête préliminaire de l'ONU.</p>	<p>Tous les lieux, en particulier les lieux urbains.</p> <p>Toutes les missions, en particulier à Chypre et au Liban.</p>
---	---

Matériel et fournitures de formation

Le formateur prépare le matériel de formation et les fournitures suivantes :

- **Études de cas** choisies : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur.
- **Consignes** : un exemplaire par formateur.
- **Grille de solution** pour les études de cas choisies : un exemplaire par formateur.
- **Exemples de prévention des fautes** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Glossaire** : un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- Tableau-papier à feuilles mobiles, ainsi que stylos et supports adaptés : un par groupe.

Méthode d'évaluation de l'apprentissage

L'exercice est évalué sur la base de l'observation du formateur et de l'examen des travaux élaborés en groupe. En d'autres termes, les formateurs recueilleront des données sur la performance des apprenants en observant leur performance pendant les discussions et les exposés en plénière, ainsi qu'en examinant le contenu des tableaux-papier de chaque groupe.

Grille de solution de l'étude de cas A : exploitation et atteintes sexuelles

Encadré 1. Que sont l'exploitation et les atteintes sexuelles ?

L'**exploitation et les atteintes sexuelles** sont interdites par les normes de conduite des Nations Unies. Cela concerne les actes suivants :

- **Toute activité sexuelle avec un enfant (personne âgée de moins de 18 ans).** Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents aient des relations sexuelles avec des filles âgées de moins de 18 ans.
- **L'échange d'argent, de nourriture, d'emploi, de biens, d'assistance ou de services contre des relations ou faveurs sexuelles.** Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents :
 - paient des femmes adultes pour avoir des relations sexuelles avec elles notamment dans des maisons closes, des bars, des restaurants, des hôtels, chez des particuliers ou dans le camp où stationne le contingent ;
 - versent de petites sommes d'argent à des enfants, ou leur donnent des biscuits ou des téléphones portables, pour obtenir d'eux des faveurs sexuelles ;
 - donnent de l'argent à des prestataires de l'ONU, comme les personnes chargées du nettoyage, pour avoir des relations sexuelles avec elles.
- **L'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour procurer à autrui des services sexuels.** Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents demandent à des enfants de leur trouver des habitantes avec qui avoir des relations sexuelles en échange d'argent.

Avertissement ! Les populations que les missions sont chargées de servir sont vulnérables et il existe un déséquilibre extrême entre les forces de maintien de la paix et la population locale. Toute relation sexuelle entre des membres de contingents et des adultes de la population locale sera présumée relever de l'exploitation et devra être signalée à l'ONU.

Source : « Faire régner la déontologie et la discipline : module à l'intention des commandants des contingents militaires et des unités de police des Nations Unies » (cours de l'ONU).

1. Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Pourquoi le commandant n'a pas réussi à montrer sa résolution et à faire comprendre que les fautes seraient prises au sérieux ?

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p>1. Le commandant <u>n'a pas montré sa résolution</u> et n'a pas fait comprendre aux membres du contingent que les fautes seraient prises au sérieux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant n'a pas montré l'exemple car ni lui ni ses officiers n'ont participé à la formation initiale obligatoire sur la déontologie et la discipline. En outre, lorsque des formations à l'intention du personnel sont organisées, aucun officier n'y assiste, ce qui laisse entendre que la formation n'est pas importante. ○ L'organisation de soirées en présence de femmes dans le camp sème la confusion quant à la politique de tolérance zéro de l'ONU en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles.
		<p>2. Le commandant <u>n'a pas mis en place de mesures suffisantes pour prévenir les fautes.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Au cours de leurs déploiements, les commandants doivent veiller à ce que les membres du personnel respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays. Ils doivent donc former les membres du personnel aux normes de conduite des Nations Unies, mettre en place des mesures visant à prévenir les fautes et prendre des mesures rapides en cas de manquement aux règles. ● Il est souhaitable que les commandants élaborent un plan d'action contre les fautes décrivant la manière dont ils préviendront les fautes de leur personnel.

- En quoi les actions et les décisions du commandant permettent-elles aux membres du contingent de se livrer à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles ?

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant n'a pas veillé à ce que le contingent soit formé dans le mois suivant son arrivée et régulièrement par la suite.
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant n'a pas alloué suffisamment de temps à la formation du personnel.
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant n'a pas surveillé de manière adéquate les entrées et les sorties du camp et n'a pas vérifié l'absence de visiteurs non autorisés.
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant a autorisé des visiteurs extérieurs à assister à un office religieux dans le camp mais n'a pas veillé à ce que des procédures soient mises en place pour vérifier qu'ils avaient tous quitté le camp immédiatement après.
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Le commandant a autorisé une soirée en présence de femmes dans le camp, créant ainsi un risque élevé pour les membres du contingent de se livrer à des inconduites sexuelles, notamment des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles.

- 2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?**

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Les commandants et le personnel d'état-major doivent mettre en place un large éventail de mesures pour réduire le risque que des membres du personnel commettent des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp. Il peut s'agir, par exemple, des mesures suivantes :

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p><i>Affirmer sa résolution et montrer l'exemple</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer à la formation initiale sur la déontologie et la discipline organisée par la mission. • Expliquer clairement à toutes et tous que les allégations de faute seront prises au sérieux. • Créer au sein du contingent une culture respectueuse du genre et de la diversité. • Montrer l'exemple et respecter en toutes circonstances les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays.
		<p><i>Assurer la sensibilisation et la formation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. Dans la pratique, l'Équipe déontologie et discipline de la mission forme les formateurs du contingent, qui à leur tour dispensent les formations aux membres du contingent. • Demander à l'aumônier du contingent (représentant, par exemple, les religions islamique, chrétienne, hindoue, bouddhiste, sikh ou juive) d'expliquer aux membres du contingent qu'il importe de maintenir des normes de conduite élevées pendant leurs déploiements. • Placer des affiches et des prospectus sur les normes de conduite des Nations Unies dans des endroits visibles dans le camp.

		<ul style="list-style-type: none"> • Distribuer aux membres du contingent des cartes de poche sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. L'ONU a publié des cartes de poche à l'usage des membres des contingents sur les normes de conduite des Nations Unies, disponibles dans toutes les langues de l'Organisation. Il s'agit des cartes de poche « <u>Aucune excuse</u> » sur l'exploitation et les atteintes sexuelles et du <u>Code de conduite du Casque bleu : dix règles</u>.
		<p><i>Mettre en place des mesures de surveillance et de contrôle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures visant à empêcher la fraternisation avec la population locale (couvre-feu propre au contingent, obligation de porter un uniforme en permanence à l'extérieur du camp, désignation de lieux interdits au personnel de l'ONU, organisation de patrouilles conjointement avec la police militaire du contingent). • Mettre en place des mesures de surveillance des membres du contingent lorsqu'ils sortent du camp et qu'ils participent à des soirées (obligation pour les membres du contingent de se déplacer en groupes encadrés lorsqu'ils ne sont pas de service et qu'ils se trouvent en dehors du camp). • Mettre en place des mesures pour empêcher les absences non autorisées des membres du contingent ou l'entrée de personnes non autorisées (comptage régulier des effectifs, contrôle rigoureux des entrées et sorties dans les camps et les blocs d'hébergement, sécurité renforcée du périmètre). • Mettre en place des mesures pour restreindre l'accès de la population aux camps/baraquements (assurer la liaison avec les autorités locales afin que les vendeurs ambulants ne s'approchent pas du périmètre du camp, interdire le recours aux travailleurs domestiques issus de la population locale dans les camps des contingents des Nations Unies). • Désigner des blocs sanitaires réservés aux locaux ou visiteurs, distincts de ceux utilisés par les membres du contingent. • Veiller à ce que les commandants effectuent régulièrement des rondes dans les lieux considérés comme présentant un risque élevé d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

		<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une rotation régulière des contingents déployés dans les lieux éloignés. • Être attentif aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.
		<p><i>Assurer une bonne qualité de vie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une bonne qualité de vie et organiser des loisirs (accès à Internet, salle de sport, salle de télévision, sports de plein air, sorties encadrées) et des conditions de vie adéquates pour le personnel des contingents afin de réduire le stress. • Ne pas autoriser le contingent à partager des articles alimentaires et non alimentaires avec la population locale sans un encadrement approprié. Faire des dons caritatifs formels de produits alimentaires et non alimentaires par l'intermédiaire d'organisations tierces telles que des organisations non gouvernementales et locales. <p>Garder à l'esprit que les contingents ne sont pas autorisés à donner ou à vendre des rations de l'ONU à des tiers. Les rations de l'ONU non utilisées doivent lui être restituées.</p>

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	

	Noms des apprenants
G r o u p e 1	

G r o u p e 2	

Grille de solution de l'étude de cas B : Harcèlement sexuel

Encadré 2. Qu'est-ce que le harcèlement sexuel ?

Le harcèlement sexuel est interdit par les normes de conduite des Nations Unies.

Les femmes comme les hommes peuvent être victimes ou auteurs de harcèlement sexuel. Toutefois, dans la majorité des cas recensés à ce jour dans les missions, l'auteur du harcèlement est un homme et la victime une femme. Le harcèlement sexuel peut également se produire entre personnes du même sexe.

On trouvera ci-après des exemples de cas qui se sont produits dans des missions par le passé :

Formuler des commentaires sexuels répétés sur l'apparence d'une personne ;

Importuner quelqu'un en l'invitant plusieurs fois à dîner ou à prendre un verre ;

La nuit, suivre une personne jusqu'à chez elle sans y avoir été invité ;

Prendre des photos d'une personne à travers les fenêtres de son logement sans sa permission ;

Envoyer à autrui, sans y avoir été invité, des images pornographiques ou des photos de ses organes génitaux.

Certains des actes visés ici peuvent également constituer des infractions.

Source : « Faire régner la déontologie et la discipline : module à l'intention des commandants des contingents militaires et des unités de police des Nations Unies » (cours de l'ONU).

Les membres du contingent font plusieurs commentaires sexuels sur l'apparence des femmes et les invitent de manière persistante et non désirée à « aller dans un endroit privé », ce qui constitue des exemples de harcèlement sexuel. Toutefois, l'une des actions décrites dans l'étude de cas comprend des attouchements sans le consentement de la personne (un membre du contingent plaque une femme contre le mur et lui touche la poitrine) et constitue un exemple d'agression sexuelle

Encadré 3. Qu'est-ce que l'agression sexuelle ?

L'agression sexuelle est interdite par les normes de conduite des Nations Unies.

Dans certaines missions, il y a eu des cas d'agressions sexuelles entre membres d'un même contingent ainsi qu'entre civils, policiers ou militaires d'une même mission.

Par exemple, il a pu s'agir, lors de soirées ou de rencontres entre collègues, d'attouchements délibérés des fesses ou de la poitrine, ou de baisers forcés sur la bouche sans le consentement de l'intéressée. Les actes d'agression sexuelle peuvent également constituer des infractions relevant de la compétence nationale du pays fournisseur de contingents ou tombant sous le coup des lois du pays.

Source : « Faire régner la déontologie et la discipline : module à l'intention des commandants des contingents militaires et des unités de police des Nations Unies » (cours de l'ONU).

1. En quoi le commandant était-il fautif ?

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p>Le commandant <u>n'a pas signalé immédiatement</u> l'allégation de faute à l'ONU.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les commandants sont tenus de signaler immédiatement les allégations de fautes à l'ONU. • Cela signifie qu'ils doivent signaler les allégations de faute à la chaîne de commandement de l'ONU ainsi qu'à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission.

- Qui aurait dû signaler l'allégation de faute à l'ONU ? Quand ?

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	

		Une fois que l'officier a signalé l'allégation au commandant, ce dernier aurait dû la signaler immédiatement à l'ONU.
		En outre, les autres personnes présentes à la soirée qui ont été témoins du harcèlement sexuel des femmes par les membres du contingent auraient dû signaler les allégations de faute à l'ONU.
		Certaines des victimes de harcèlement sexuel ont fini par signaler les allégations de faute à l'ONU. Toutefois, comme c'est souvent le cas, les victimes hésitent à signaler les allégations d'inconduite sexuelle pour toute une série de raisons, notamment la crainte de ne pas être crues, la crainte d'être blâmées par leur famille et leur communauté ainsi que la méfiance à l'égard du système d'administration de la justice de l'ONU.

- Y a-t-il eu des signes indiquant que les cinq membres du contingent présentaient un risque élevé de commettre une faute ?

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		Oui. Le fait que les cinq mêmes membres du contingent achetaient régulièrement de grandes quantités d'alcool à l'économat (comptoir de vente hors taxes) et les ramenaient dans leur baraquements pour les boire était un signe avant-coureur d'une consommation abusive d'alcool. L'alcool encourage les comportements à risque et de nombreuses fautes (agression physique, inconduite sexuelle) se produisent dans des situations où la consommation d'alcool est excessive.
		<p><u>Le commandant n'a pas mis en place de mesures suffisantes pour prévenir les fautes.</u></p> <p>Au cours de leurs déploiements, les commandants doivent veiller à ce que les membres du personnel respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays. Ils doivent donc former les membres du personnel aux normes de conduite des Nations Unies, mettre en place des mesures visant à prévenir les fautes et prendre des mesures rapides en cas de manquement aux règles. Il est souhaitable que les commandants élaborent un plan d'action contre les fautes décrivant la manière dont ils préviendront les fautes de leur personnel.</p>

--	--	--

- 2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?**

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Les commandants et le personnel d'état-major doivent mettre en place un large éventail de mesures pour réduire le risque que des membres du personnel commettent des actes de harcèlement sexuel et des agressions sexuelles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp. Il peut s'agir, par exemple, des mesures suivantes :

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p><i>Affirmer sa résolution et montrer l'exemple</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer à la formation initiale sur la déontologie et la discipline organisée par la mission. • Expliquer clairement à toutes et tous que les allégations de faute seront prises au sérieux. • Créer au sein du contingent une culture respectueuse du genre et de la diversité. • Montrer l'exemple et respecter en toutes circonstances les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays.
		<p><i>Assurer la sensibilisation et la formation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. Dans la pratique, l'Équipe déontologie et discipline de la mission forme les formateurs du contingent, qui à leur tour dispensent les formations aux membres du contingent. • Demander à l'aumônier du contingent (représentant, par exemple, les religions islamique, chrétienne, hindoue, bouddhiste, sikh ou juive) d'expliquer aux membres du contingent qu'il importe de maintenir des normes de conduite élevées pendant leurs déploiements. • Placer des affiches et des prospectus sur les normes de conduite des Nations Unies dans des endroits visibles dans le camp. • Distribuer aux membres du contingent des cartes de poche sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. L'ONU a publié des cartes de poche à

		<p>l'usage des membres des contingents sur les normes de conduite des Nations Unies, disponibles dans toutes les langues de l'Organisation. Il s'agit des cartes de poche <u>« Aucune excuse » sur l'exploitation et les atteintes sexuelles</u> et du <u>Code de conduite du Casque bleu : dix règles</u>.</p>
		<p><i>Mettre en place des mesures de surveillance et de contrôle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures visant à empêcher la fraternisation avec la population locale (couvre-feu propre au contingent, obligation de porter un uniforme en permanence à l'extérieur du camp, désignation de lieux interdits au personnel de l'ONU, organisation de patrouilles conjointement avec la police militaire du contingent). • Mettre en place des mesures de surveillance des membres du contingent lorsqu'ils sortent du camp et qu'ils participent à des soirées (obligation pour les membres du contingent de se déplacer en groupes encadrés lorsqu'ils ne sont pas de service et qu'ils se trouvent en dehors du camp). • Mettre en place des mesures pour empêcher les absences non autorisées des membres du contingent ou l'entrée de personnes non autorisées (comptage régulier des effectifs, contrôle rigoureux des entrées et sorties dans les camps et les blocs d'hébergement, sécurité renforcée du périmètre). • Mettre en place des mesures pour restreindre l'accès de la population aux camps/baraquements (assurer la liaison avec les autorités locales afin que les vendeurs ambulants ne s'approchent pas du périmètre du camp, interdire le recours aux travailleurs domestiques issus de la population locale dans les camps des contingents des Nations Unies). • Désigner des blocs sanitaires réservés aux locaux ou visiteurs, distincts de ceux utilisés par les membres du contingent. • Veiller à ce que les commandants effectuent régulièrement des rondes dans les lieux considérés comme présentant un risque élevé d'exploitation et d'atteintes sexuelles. • Assurer une rotation régulière des contingents déployés dans les lieux éloignés.

		<ul style="list-style-type: none"> • Être attentif aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.
		<p><i>Assurer une bonne qualité de vie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une bonne qualité de vie et organiser des loisirs (accès à Internet, salle de sport, salle de télévision, sports de plein air, sorties encadrées) et des conditions de vie adéquates pour le personnel des contingents afin de réduire le stress. • Ne pas autoriser le contingent à partager des articles alimentaires et non alimentaires avec la population locale sans un encadrement approprié. Faire des dons caritatifs formels de produits alimentaires et non alimentaires par l'intermédiaire d'organisations tierces telles que des organisations non gouvernementales et des organisations locales. <p>Garder à l'esprit que les contingents ne sont pas autorisés à donner ou à vendre des rations de l'ONU à des tiers. Les rations de l'ONU non utilisées doivent lui être restituées.</p>

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	

	Noms des apprenants
G r o u p e 1	

G r o u p e 2	

Grille de solution de l'étude de cas C : Vol de carburant de l'ONU

Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Le commandant a-t-il mis en place des mesures de surveillance suffisantes pour prévenir les vols de carburant ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>1. <u>Le commandant n'a pas mis en place de mesures suffisantes pour prévenir les fautes.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Au cours de leurs déploiements, les commandants doivent veiller à ce que les membres du personnel respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays. Ils doivent donc former les membres du personnel aux normes de conduite des Nations Unies, mettre en place des mesures visant à prévenir les fautes

		<p>et prendre des mesures rapides en cas de manquement aux règles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est souhaitable que les commandants élaborent un plan d'action contre les fautes décrivant la manière dont ils préviendront les fautes de leur personnel. • Dans cette étude de cas, même après que le commandant a eu connaissance d'un vol de carburant de l'ONU, il n'a pas mis en place de mesures supplémentaires pour prévenir d'autres vols de carburant.
--	--	---

- Le commandant aurait-il dû faire part à l'ONU de ses soupçons concernant le vol de carburant ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>2. Le commandant <u>n'a pas signalé immédiatement l'allégation de faute à l'ONU.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les commandants sont tenus de signaler immédiatement les allégations de fautes à l'ONU. • Cela signifie qu'ils doivent signaler les allégations de faute à la chaîne de commandement de l'ONU ainsi qu'à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission. • Dans cette étude de cas, le commandant avait suspecté le vol de carburant de l'ONU deux mois avant la visite du Groupe des carburants de l'ONU. Cet incident ayant des retombées en dehors du contingent, il aurait dû être signalé immédiatement à l'ONU et n'aurait pas dû être traité en interne par le commandant du contingent.

3. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

4. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>Afin d'éviter le vol ou le détournement du carburant et des rations de l'ONU, les commandants peuvent mettre en place des mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un comité des denrées alimentaires et du carburant chargé de superviser la gestion du carburant et des rations alimentaires de l'ONU. La ou les personnes assurant la supervision ne doivent pas avoir d'intérêt direct dans la gestion des rations de carburant et de nourriture. Il peut s'agir, par exemple, d'un commandant subordonné (commandant adjoint) ou d'un membre du personnel d'état-major du commandement, tel qu'un conseiller juridique.
		<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer des vérifications ponctuelles aléatoires des registres de réception et d'utilisation des rations et du carburant de l'ONU, ainsi que de leur redistribution aux sous-unités (registres de carburant des véhicules, registres de carburant des groupes électrogènes, registres de rations alimentaires, rapports quotidiens des mesures du niveau de carburant).
		<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures de sécurité strictes autour du stockage du carburant, du parc automobile et des groupes électrogènes, y compris des systèmes de vidéosurveillance.
		<ul style="list-style-type: none"> • N'autoriser qu'un petit nombre de personnes à ravitailler les véhicules et les groupes électrogènes.

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 3	
G r o u p e 4	
	Noms des apprenants
G r o u p e 3	

G r o u p e 4	
---	--

Grille de solution de l'étude de cas D : conduite en état d'ivresse

Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Qui a décidé de mettre le chauffeur de service la nuit après la fête ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>1. Le commandant <u>n'a pas montré sa résolution</u> et n'a pas fait comprendre aux membres du contingent que les fautes seraient prises au sérieux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans cette étude de cas, le commandant savait que le conducteur avait participé à une fête où de l'alcool était servi, mais il a tout de même décidé de le mettre en service le lendemain matin pour effectuer des livraisons entre les camps.

- Comment l'accident a-t-il été signalé à l'ONU ?
- Quelle mesure le commandant aurait-il dû prendre lorsque le cas lui a été signalé ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	

		<p>2. Le commandant <u>n'a pas signalé immédiatement</u> l'allégation de faute <u>à l'ONU</u>.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les commandants sont tenus de signaler immédiatement les allégations de fautes à l'ONU. • Cela signifie qu'ils doivent signaler les allégations de faute à la chaîne de commandement de l'ONU ainsi qu'à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission. • Dans cette étude de cas, le commandant était au courant de l'accident de voiture mais ne l'a pas signalé à l'ONU. C'est la police locale qui a signalé l'accident à l'ONU.
--	--	---

- Dans quelle mesure le commandant a-t-il coopéré avec l'enquête préliminaire de l'ONU sur l'accident de la route ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>3. Le commandant <u>n'a pas coopéré avec l'enquête préliminaire de l'ONU</u> menée par la mission.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les commandants sont tenus de coopérer avec l'enquête préliminaire de l'ONU visant à préserver les preuves et doivent demander aux membres de leur contingent de faire de même. • Par exemple, en cas d'accident de la route, les commandants doivent demander aux membres de leur contingent de fournir une déclaration écrite et de se soumettre à un alcootest.

Informations supplémentaires :

Quelles sont les règles de l'ONU concernant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances ?

Les commandants doivent vérifier les règles propres à la mission afin de prendre connaissance des taux d'alcoolémie autorisés au volant dans la zone de la mission. Certaines missions autorisent une petite quantité d'alcool, d'autres pas du tout. Soldats et policiers doivent respecter les lois du pays ainsi que les règles et règlements propres à la mission régissant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances comme la marijuana.

Comment l'ONU gère-t-elle les accidents de la route ?

Lorsqu'un accident de la route se produit, on ne sait pas d'emblée si une faute a été commise. La mission mène une enquête préliminaire afin de préserver les preuves. Si elle soupçonne une faute (par exemple, excès de vitesse ou conduite en état d'ivresse), une enquête distincte est lancée sur cette faute présumée. L'ONU remet ensuite aux enquêteurs les éléments de preuve recueillis lors de l'enquête préliminaire.

Comment les membres des contingents doivent-il signaler un accident de la route à l'ONU ?

- À votre arrivée, la mission vous indiquera qui contacter en cas d'accident de la route, par exemple le groupe de la sécurité de la mission ou la police militaire.

- Les accidents de la route doivent être signalés à l'ONU dans les plus brefs délais (par exemple, dans les 24 heures suivant l'accident).
- Les membres du personnel de l'ONU ne doivent pas quitter les lieux de l'accident avant la fin de l'enquête préliminaire, sauf raisons impérieuses (par exemple, si leur sécurité personnelle est menacée).

Qui mène l'enquête préliminaire visant à préserver les preuves ?

L'enquête préliminaire peut être menée par le Bureau des services de contrôle interne, principal organe d'enquête de l'ONU, ou par le personnel de la mission, à savoir la police militaire de l'ONU (par exemple en cas d'accident de la route), les agents de sécurité du groupe de la sécurité de la mission ou les membres ayant été désignés pour faire partie de l'équipe d'intervention immédiate (dans les affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles).

Qu'est-ce que le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat de l'ONU ?

Le Bureau des services de contrôle interne est le principal organe d'enquête de l'ONU. Il est indépendant des missions et rend compte directement au Siège de l'ONU.

Qu'est-ce qu'une équipe d'intervention immédiate ?

Les missions peuvent déployer une équipe d'intervention immédiate juste après le signalement d'une allégation d'exploitation et d'atteinte sexuelle afin de recueillir et de préserver les preuves jusqu'à ce qu'une enquête soit ouverte.

- Les commandants sont tenus de coopérer avec les enquêtes sur les allégations de faute et de faute grave impliquant les membres de leur personnel et de demander à ces derniers de faire de même.
- On trouvera ci-après des exemples de bonne coopération avec l'enquête préliminaire de l'ONU :
 - Demander aux membres de votre contingent de fournir une déclaration écrite et de se soumettre à un alcootest en cas d'accident de la route.
 - Préserver les preuves jusqu'à l'arrivée des enquêteurs.
 - Demander aux membres de votre contingent d'éviter tout contact avec les victimes et les témoins.
 - Faire en sorte que les membres de votre contingent soient disponibles pour un entretien.
 - Fournir les informations et les documents dont les enquêteurs pourraient avoir besoin.

2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<ul style="list-style-type: none"> • Au cours de leurs déploiements, les commandants doivent veiller à ce que les membres du personnel respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays. Ils doivent donc former les membres du personnel aux normes de conduite des Nations Unies, mettre en place des mesures visant à prévenir les fautes et prendre des mesures rapides en cas de manquement aux règles. • Il est souhaitable que les commandants élaborent un plan d'action contre les fautes décrivant la manière dont ils préviendront les fautes de leur personnel.
		<p><i>Affirmer sa résolution et montrer l'exemple</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer à la formation initiale sur la déontologie et la discipline organisée par la mission. • Expliquer clairement à toutes et tous que les allégations de faute seront prises au sérieux. • Montrer l'exemple et respecter en toutes circonstances les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays.
		<p><i>Assurer la sensibilisation et la formation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. Dans la pratique, l'Équipe déontologie et discipline de la mission forme les formateurs du contingent, qui à leur tour dispensent les formations aux membres du contingent. • Demander à l'aumônier du contingent (représentant, par exemple, les religions islamique, chrétienne, hindoue, bouddhiste, sikh ou juive) d'expliquer aux membres du

		<p>contingent qu'il importe de maintenir des normes de conduite élevées pendant leurs déploiements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Placer des affiches et des prospectus sur les normes de conduite des Nations Unies dans des endroits visibles dans le camp. • Distribuer aux membres du contingent des cartes de poche sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. L'ONU a publié des cartes de poche à l'usage des membres des contingents sur les normes de conduite des Nations Unies, disponibles dans toutes les langues de l'Organisation. Il s'agit des cartes de poche <u>« Aucune excuse » sur l'exploitation et les atteintes sexuelles</u> et du <u>Code de conduite du Casque bleu : dix règles</u>.
		<p><i>Mettre en place des mesures de contrôle</i></p> <p>De nombreuses fautes sont commises après une consommation excessive d'alcool. Le commandant doit donc mettre en place des mesures pour contrôler la consommation d'alcool à l'intérieur comme à l'extérieur du camp.</p> <p>Par exemple, le commandant peut contribuer à prévenir la consommation excessive d'alcool :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En désignant un officier ou un sous-officier qui sera de service et surveillera les activités de détente. • Si le contingent dispose de son propre bar à l'intérieur du camp, des mesures peuvent être mises en place pour prévenir la consommation excessive d'alcool : <ul style="list-style-type: none"> ○ Affecter un agent à la surveillance du bar, ○ Limiter la quantité d'alcool distribuée à chaque personne et la fréquence de cette distribution, ○ Ne distribuer de l'alcool aux conducteurs que pendant leurs jours de repos, lorsqu'ils ne sont pas en service.

		<p><i>Assurer une bonne qualité de vie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer une bonne qualité de vie et organiser des loisirs (accès à Internet, salle de sport, salle de télévision, sports de plein air, sorties encadrées) et des conditions de vie adéquates pour le personnel des contingents afin de réduire le stress.
--	--	--

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 3	
G r o u p e 4	
	Noms des apprenants
G r o u p e 3	

G r o u p e 4	
---	--

FICHES

Étude de cas A : Exploitation et atteintes sexuelles

Il s'agit d'une étude de cas fictive tirée de plusieurs cas réels.

Les faits. Un important contingent est stationné dans une ville où il s'est installé trois mois auparavant. Afin de gagner la sympathie des habitants, les membres du contingent organisent des offices religieux hebdomadaires dans leur camp et invitent les membres de la population locale, qui sont censés quitter le camp immédiatement après. Toutefois, dans la pratique, certains membres du contingent font entrer en cachette des femmes locales dans leurs logements et ont des relations sexuelles avec elles en échange d'argent et de cadeaux tels que des téléphones portables. Cela se produit régulièrement et le commandant ne s'en rend pas compte. Finalement, un membre du dispositif local de traitement des plaintes signale à l'ONU que des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles sont commis dans le camp entre des membres du contingent et des habitantes de la région.

L'enquête. Au cours de l'enquête, il est apparu que ni le commandant ni ses officiers n'avaient assisté à la séance d'information sur la déontologie et la discipline propre à la mission et que, trois mois après le début du déploiement, seul un tiers du contingent avait reçu une formation sur les normes de conduite des Nations Unies. Lorsqu'ils ont été interrogés, les officiers responsables de la formation ont déclaré que le commandant était réticent à les autoriser à dispenser des formations car cela détournait les membres du contingent de leurs tâches et que, lorsqu'ils organisaient des formations pour les hommes du rang, aucun officier n'y participait.

Le camp ne dispose que d'une seule porte d'entrée. Les enquêteurs ont demandé à voir les registres pour vérifier qui était entré et sorti les jours où il y avait un office religieux. Toutefois, ils ont constaté que les registres étaient incomplets ou manquants pour de nombreux jours, y compris les jours des offices religieux.

Elles ont également découvert que le camp organisait une fois par mois une soirée au cours de laquelle des habitantes de la région étaient invitées.

Les conclusions. À l'issue de l'enquête, l'ONU a estimé que le commandant était fautif et lui a interdit de travailler à l'avenir au sein de l'Organisation.

Questions de réflexion :

1. Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Pourquoi le commandant n'a pas réussi à montrer sa résolution et à faire comprendre que les fautes seraient prises au sérieux ?
- En quoi les actions et les décisions du commandant ont-elles permis aux membres du contingent de se livrer à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles ?

2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Étude de cas B : Harcèlement sexuel

Il s'agit d'une étude de cas fictive tirée d'un cas réel.

Les faits. Un vendredi soir, une fête est organisée dans l'enceinte de l'ONU. Cinq membres du contingent participent à la fête, ainsi qu'un officier. Aucun des membres du contingent n'est en service. À la fête, il y a surtout du personnel travaillant pour la mission, principalement des civils et quelques membres du personnel en tenue. Il est possible d'y acheter de l'alcool.

À leur arrivée, les cinq membres du contingent se dirigent directement vers le bar et se mettent à consommer beaucoup d'alcool. Peu après, ils s'approchent d'un groupe de femmes présentes à la fête et les abordent. Au début, ils parlent de choses et d'autres, puis deux des membres du contingent disent aux femmes qu'elles sont « sexy » et qu'elles « ont un beau corps » et leur demandent si elles veulent aller « dans un endroit privé ». Les femmes semblent mal à l'aise et répondent qu'elles ne sont pas intéressées. Les membres du contingent insistent pour qu'elles quittent la fête avec eux mais elles finissent par trouver une excuse et partir. Les hommes se dirigent vers un autre groupe de femmes et recommencent du début. Comme ils sont fortement enivrés et parlent de plus en plus fort, ils se font remarquer. Un civil s'approche de l'officier et lui dit de contrôler ses hommes qui harcèlent des femmes à la fête. L'officier répond en haussant les épaules que ses hommes ne font rien de mal et tentent de s'amuser comme tout le monde.

Un peu plus tard, deux des membres du contingent voient l'une des femmes avec lesquelles ils discutaient plus tôt se diriger vers les toilettes et la suivent. Lorsqu'elle sort des toilettes, ils la plaquent contre le mur et lui touchent la poitrine. La femme les repousse et quitte la fête. Il n'y a aucun témoin de la scène. Quelques minutes plus tard, une autre personne s'adresse à l'officier et l'informe de nouveau que les membres du contingent sont ivres, trop turbulents et qu'ils harcèlent les femmes. Cette fois, l'officier décide de ramener les membres du contingent au camp.

Le signalement. Le lendemain de la fête, aucune allégation de faute n'est signalée à l'ONU. Ce n'est que quatre jours plus tard que deux femmes présentes à la fête se sont manifestées et ont déposé une plainte officielle auprès de l'ONU pour harcèlement sexuel de la part de membres d'un contingent présents à la fête.

L'enquête. Une enquête a été ouverte sur ces allégations. Au cours de l'enquête, il est apparu que les membres du contingent qui faisaient l'objet d'une enquête pour harcèlement sexuel achetaient régulièrement de grandes quantités d'alcool à l'économat (comptoir de vente hors taxes) et les ramenaient dans leur baraquements pour boire. L'enquête a également révélé que le lendemain matin de la fête, l'officier avait signalé l'incident au commandant, déclarant qu'il avait dû ramener les cinq membres du contingent au camp parce qu'ils étaient ivres et harcelaient des femmes à la fête.

Questions de réflexion :

1. En quoi le commandant était-il fautif ?

- Qui aurait dû signaler l'allégation de faute à l'ONU ? Quand ?
- Y a-t-il eu des signes indiquant que les cinq membres du contingent présentaient un risque élevé de commettre une faute ?

2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Étude de cas C : Vol de carburant de l'ONU

Il s'agit d'une étude de cas fictive tirée d'un cas réel.

Les faits. Une équipe du Groupe des carburants de la mission (qui fait partie de la composante civile d'appui à la mission) a effectué une visite aléatoire du camp du contingent afin de vérifier la consommation de carburant de l'ONU et d'éventuelles irrégularités. Au cours de la visite, elle a constaté que le contingent ne respectait pas les consignes générales de la mission en matière de gestion du carburant et relevé des niveaux de consommation de carburant anormalement élevés pour les véhicules et les groupes électrogènes du contingent. Par exemple, les rapports de consommation de carburant indiquaient qu'un véhicule spécifique consommant normalement 42,9 litres aux 100 km avait fait le plein de 259 litres après un trajet de 6 km, sans qu'aucune justification ne soit fournie. L'équipe a également remarqué que les jauges de carburant des groupes électrogènes avaient été trafiquées. À la suite de la visite, le Groupe des carburants a signalé une allégation de vol de carburant et une enquête a été rapidement ouverte.

L'enquête. Selon l'enquête, deux mois avant la visite du Groupe des carburants de l'ONU, le commandant avait suspecté des vols de carburant. Au lieu de le signaler à l'ONU, il avait chargé son chef de la logistique et son chef du parc automobile d'examiner la question. À la suite de l'enquête interne, il a pris des mesures disciplinaires à l'encontre de deux membres du contingent pour vol de carburant. Par la suite, il n'a pas pris de mesures supplémentaires pour prévenir d'autres cas semblables. Il a laissé au chef de la logistique le soin de présenter les rapports sur la consommation de carburant et n'a jamais examiné ni approuvé les rapports mensuels y relatifs, qui étaient pour la plupart incomplets ou ne fournissaient aucune justification pour la consommation élevée de carburant. Il n'a jamais vérifié la consommation de carburant ni le respect par son contingent des consignes générales applicables en la matière.

Les conclusions. Selon l'enquête, une quantité de carburant de l'ONU d'une valeur de plus de 11 000 dollars avait été volée par le contingent et vendue à des commerçants locaux. L'auteur du vol n'a pas pu être identifié mais le commandant a été reconnu fautif et privé de travailler au sein de l'Organisation à l'avenir.

Questions de réflexion :

1. Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Le commandant a-t-il mis en place des mesures de surveillance suffisantes pour prévenir les vols de carburant ?
- Le commandant aurait-il dû faire part à l'ONU de ses soupçons concernant le vol de carburant ?

2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Étude de cas D : conduite en état d'ivresse

Il s'agit d'une étude de cas fictive tirée d'un cas réel.

Les faits. Au petit matin, deux membres d'un contingent sont à bord d'un véhicule appartenant au contingent de l'ONU et circulent sur les routes locales en vue d'effectuer des livraisons entre deux camps du contingent. Au cours de son troisième trajet, le conducteur heurte le bas-côté, fait une embardée et provoque un accident. Le véhicule est endommagé, mais heureusement il n'y a pas de blessé. Le conducteur du véhicule appelle son commandant pour signaler l'accident, qui leur demande de retourner au camp.

Un conducteur local, qui a été témoin de l'accident, le signale à la police locale qui appelle le Groupe de la sécurité de la mission pour l'informer qu'un véhicule de la mission est impliqué dans un accident de la route. Après quelques recherches, le Groupe de la sécurité découvre le véhicule du contingent qui circulait dans la zone où l'accident de la route s'est produit le matin même et envoie immédiatement la police militaire des Nations Unies au camp du contingent afin de soumettre le conducteur à un alcootest et d'interroger tous les membres du contingent impliqués dans l'accident. En cas d'accident de la route sur la voie publique, la mission prévoit que tout membre du personnel doit automatiquement être soumis à un alcootest. La mission applique également une politique de tolérance zéro en matière d'alcool au volant, et tout membre du personnel en tenue surpris en train de conduire avec de l'alcool dans son organisme est automatiquement rapatrié et ne peut plus être déployé à l'avenir au sein de l'ONU.

L'enquête préliminaire de l'ONU. Lorsque la police militaire des Nations Unies s'est rendue au camp du contingent, le commandant lui a donné l'accès au véhicule et le nom du conducteur. Il a toutefois refusé de soumettre ce dernier à un alcootest au motif qu'il était sous observation médicale à la suite de l'accident. Lorsque la police militaire a pu rencontrer le conducteur, il était trop tard pour procéder à un alcootest.

L'enquête et ses conclusions. Au cours de l'enquête, il a été découvert que, la veille, le conducteur avait participé à une fête organisée dans l'enceinte du contingent et qu'il avait beaucoup bu. Il était censé être en congé le lendemain, mais au beau milieu de la fête, son commandant lui a demandé d'être de service le lendemain matin et d'effectuer des livraisons entre les camps.

Sur la base des résultats de l'enquête, l'ONU a conclu que le chauffeur et le commandant étaient tous deux fautifs et leur a interdit de travailler à l'avenir pour l'Organisation.

Questions de réflexion :

1. Pourquoi l'ONU a-t-elle estimé que le commandant était fautif ?

- Qui a décidé de mettre le chauffeur de service la nuit après la fête ?
- Comment l'accident a-t-il été signalé à l'ONU ?
- Quelle mesure le commandant aurait-il dû prendre lorsque le cas lui a été signalé ?
- Dans quelle mesure le commandant a-t-il coopéré avec l'enquête préliminaire de l'ONU sur l'accident de la route ?

2. Quelles mesures, notamment disciplinaires, votre pays est-il susceptible de prendre à l'encontre des commandants dans une situation semblable ?

3. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place lors de votre prochain déploiement afin d'empêcher votre personnel de commettre ce type de faute ?

Exercice 2. Scénarios relatifs aux risques

Objet

Dans le cadre d'un scénario que les apprenants sont susceptibles de rencontrer lors de leur déploiement, s'entraîner à recenser les risques de faute et à élaborer un plan d'action pour les prévenir.

Résultats de l'apprentissage des participants

À la fin de la session, les apprenants sauront :

- Dresser une liste des risques de faute susceptibles de se produire lors d'un déploiement ;
- Recenser les mesures à mettre en place pour atténuer ces risques et prévenir ces fautes ;
- Savoir quels éléments de la mission peuvent être sollicités afin de mettre en place les mesures visant à prévenir les fautes.

Méthode

Exercice de planification basé sur un scénario, travail en groupe (avec possibilité de travail individuel), discussion plénière.

Consignes et durée

Durée totale : 1 h 15

Pour cet exercice, deux études de cas sont proposées. Les quatre groupes (par exemple composés de cinq personnes) devront traiter des scénarios différents.

Avant l'exercice :

- Demandez aux participants de lire le **Guide de déploiement** (voir **Ressources clés**).
- Répartissez les participants en quatre groupes.
- (Facultatif) Désignez des salles de repos que deux groupes pourront utiliser pendant les travaux afin de réduire le niveau sonore dans la salle de classe et de renforcer la concentration.
- Préparez les supports de formation et les fournitures (voir ci-après).

Pendant l'exercice, appliquez les consignes suivantes :

Consignes	Durée
<p>Introduction</p> <p>Présentez l'objectif et les résultats d'apprentissage des participants et expliquez comment la performance sera évaluée (voir la section Méthode d'évaluation de l'apprentissage ci-après et la même section dans le Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Donnez des conseils sur la manière de gérer les émotions et les désaccords (voir Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Répartissez les participants en quatre groupes. Expliquez que deux groupes traiteront le scénario 1 et les deux autres groupes le scénario 2, et que les scénarios sont fictifs mais basés sur des cas réels.</p> <p>Expliquez que les groupes devront évaluer les risques de faute décrits dans le scénario, puis élaborer un plan d'action visant à prévenir et à atténuer ces risques.</p> <p>Distribuez les scénarios et le Modèle de plan d'action contre les fautes.</p>	Cinq minutes
<p>Travail en groupe</p> <p>Demandez à chaque groupe de lire le scénario, de répondre aux trois questions de réflexion et d'inscrire leurs réponses sur un tableau-papier à feuilles mobiles (trente minutes). Chaque groupe devra désigner un porte-parole en vue de la discussion plénière. Expliquez que des consignes détaillées figurent sur la fiche descriptive du scénario.</p>	Quarante minutes

<p>Ensuite, demandez à chaque groupe de remplir les colonnes correspondantes du Modèle de plan d'action contre les fautes (dix minutes). Chaque groupe doit remplir un Modèle de plan d'action contre les fautes. Si les apprenants ne savent pas comment remplir le modèle, donnez un exemple tiré de l'Exemple de plan d'action contre les fautes, mais ne faites pas circuler ce document avant la fin de l'exercice. L'Exemple de plan d'action contre les fautes est un exemple fictif de plan d'action contre les fautes.</p> <p>Demandez à certains groupes de se rendre dans les salles de repos (facultatif).</p> <p>Pendant le travail en groupe, les formateurs écoutent les discussions et en évaluent la qualité à l'aide des grilles de solution, qui contiennent des colonnes à cocher si les notions ont été acquises et des espaces pour ajouter des commentaires sur la performance du groupe.</p> <p>Variante (travail individuel) : au lieu que chaque groupe élabore un plan d'action contre les fautes, demandez à chaque apprenant d'élaborer son propre plan d'action.</p>	
<p>Discussion plénière</p> <p>Le formateur résume brièvement les principaux points traités dans le premier scénario. Il demande au groupe 1 de présenter ses conclusions sur les trois questions de réflexion, puis au groupe 2 d'ajouter tout élément manquant. Cela devrait durer dix minutes.</p> <p>Le formateur résume brièvement les principaux points traités dans le deuxième scénario. Il demande au groupe 3 de présenter ses conclusions sur les trois questions de réflexion, puis au groupe 4 d'ajouter tout élément manquant. Cela devrait durer dix minutes.</p>	Trente minutes

Au cours des exposés, les formateurs prennent des notes sur la performance de chaque groupe à l'aide des grilles de solution.

Commentaires du formateur

Une fois que les quatre groupes ont présenté leur exposé, le formateur principal formule des commentaires en s'appuyant sur les grilles de solution des deux scénarios et souligne toute notion non assimilée ou mal comprise. Cela devrait durer dix minutes. Notez que les deux scénarios comportent les mêmes questions de réflexion et que la plupart des notions à acquérir sont les mêmes. Lorsqu'il fait part de ses commentaires sur le scénario 2, le formateur peut ainsi être amené à omettre certains détails dans la grille de solution pour éviter de se répéter. La grille de solution du scénario 2 contient également des « informations supplémentaires » qui s'appliquent aux deux scénarios et que le formateur peut mentionner lorsqu'il fait part de ses commentaires sur le scénario 2.

À la fin de la session, ramassez les plans d'action contre les fautes de chaque groupe ou apprenant car ils seront examinés pour évaluer les performances. Rappelez aux groupes ou apprenants qu'ils doivent inscrire leur nom sur leurs plans d'action.

Distribuez un exemplaire vierge du **Modèle de plan d'action contre les fautes**, ainsi que l'**Exemple de plan d'action contre les fautes** et les **Exemples de prévention des fautes** (qui contiennent des mesures que les commandants peuvent prendre pour prévenir les fautes de leur personnel) et demandez aux apprenants d'emporter ces documents avec eux lors de leur prochain déploiement.

Matériel et fournitures de formation

Le formateur prépare le matériel de formation et les fournitures suivantes :

- **Consignes** : un exemplaire par formateur.
- **Grille de solution du scénario 1** : un exemplaire par formateur.
- **Grille de solution du scénario 2** : un exemplaire par formateur.
- **Scénario 1** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur.
- **Scénario 2** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur.
- **Modèle de plan d'action contre les fautes** : deux exemplaires par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Exemple de plan d'action contre les fautes** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Exemples de prévention des fautes** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Glossaire** : un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- Tableau-papier à feuilles mobiles, ainsi que stylos et supports adaptés (un par groupe).

Méthode d'évaluation de l'apprentissage

L'exercice est évalué sur la base de l'observation du formateur et de l'examen des travaux élaborés en groupe. En d'autres termes, les formateurs recueilleront des données sur la performance des apprenants en observant leur performance pendant les discussions de groupe et les exposés en plénière, ainsi qu'en examinant le contenu des plans d'action contre les fautes élaborés par chaque groupe ou apprenant.

Grille de solution du scénario 1 : risques de faute (lieu urbain)

Sur la base du scénario, quels sont les types de fautes que les membres du contingent sont le plus susceptible de commettre pendant le déploiement et comment ? Énumérez les principaux types de fautes dans la colonne 1 (Fautes) du modèle.

On trouvera ci-après les types de fautes que les membres des contingents sont le plus susceptibles de commettre :

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p>Vol de carburant de l'ONU. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> La pénurie de carburant et son prix élevé dans le pays incitent au vol de carburant. Le manque de surveillance de la gestion du carburant ouvre la voie au détournement du carburant et à sa vente à des prix élevés à des négociants locaux.
		<p>Vol de rations de l'ONU. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prix élevés des denrées alimentaires dans le pays incitent au vol ou au détournement des rations de l'ONU. Le manque de contrôle concernant la distribution des rations de l'ONU à des sous-unités dans d'autres sites de déploiement ouvre la voie au détournement du carburant et à sa vente à des prix élevés à des négociants locaux.
		<p>Inconduite sexuelle (exploitation et atteintes sexuelles, agressions sexuelles et harcèlement sexuel). Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Les rencontres entre amis sont des situations à haut risque pour de nombreux types d'inconduite telles que les agressions physiques (bagarres), l'inconduite sexuelle et la conduite en état d'ivresse. L'emplacement du magasin à proximité du bloc d'hébergement du contingent et le partage d'installations communes (par exemple, un bloc sanitaire) avec le contingent donnent l'occasion aux membres du

		<p>contingent de fraterniser et de se livrer à des inconduites sexuelles telles que l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que le harcèlement sexuel.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le camp est situé à l'écart des zones résidentielles, ce qui réduit le risque de voir le personnel fraterniser et de commettre des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles. Cependant, les normes sociales qui tolèrent les rapports sexuels monnayés pour sortir de la pauvreté créent un environnement propice à la commission d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.
		<p>Conduite en état d'ivresse. Comment ?</p> <p>L'accès facile à l'alcool, les faibles restrictions sur la consommation d'alcool et l'absence de règlement au niveau du camp pour mettre en œuvre la politique de la mission sur l'alcool au volant donne au personnel l'occasion de conduire en état d'ébriété.</p> <p>Autres infractions liées à l'alcool. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accès facile à l'alcool et les faibles restrictions sur la consommation d'alcool favorise l'abus d'alcool. De nombreux types de fautes se produisent dans des situations de consommation excessive d'alcool, telles que l'agression physique (bagarres), l'inconduite sexuelle et la conduite en état d'ivresse.
		<p>Excès de vitesse. L'absence de dispositifs de contrôle de la vitesse augmente la probabilité que les excès de vitesse ne soient pas détectés et crée un environnement propice aux excès de vitesse.</p>
		<p>D'autres facteurs généraux augmentent le risque que les membres du personnel des contingents se livrent à divers types de fautes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le manque de connaissance du commandant et des officiers sur les risques de fautes propres à la mission. L'absence de transfert de commandement et de

		<p>formation initiale propre à la mission ne permet pas au commandant (et à ses officiers) de connaître les principaux risques de faute dans la mission et la manière de les prévenir.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le commandant n'a pas affiché sa résolution et n'a pas indiqué clairement aux membres du contingent que la lutte contre les fautes était une priorité. Le fait que le commandant et ses officiers n'aient pas suivi la formation initiale propre à la mission et que le contingent n'ait pas été formé aux normes de conduite des Nations Unies dans le mois qui a suivi son arrivée (délai recommandé par l'ONU) laisse entendre que la lutte contre les fautes n'est pas une priorité.
--	--	--

2. Quelles mesures (ou « contrôles internes ») devraient être mises en place pour atténuer et prévenir ces risques de faute ? Dans la colonne 2 (Contrôles internes) du modèle, énumérez les principales mesures visant à atténuer et à prévenir les risques de faute figurant dans la colonne 1.

On trouvera ci-après des exemples de mesures (ou contrôles internes) qui devraient être mises en place afin d'atténuer et de prévenir ces risques de faute :

Cocher		Notions
Groupe 1	Groupe 2	
		<p>Vol de carburant et de rations de l'ONU. Les mesures prises par le commandant en vue d'empêcher le vol de carburant et de rations de l'ONU sont insuffisantes. Au sein du Comité des denrées alimentaires et du carburant, la ou les personnes assurant la supervision ne doivent pas avoir d'intérêt direct dans la gestion des rations de carburant et de nourriture. Il peut s'agir, par exemple, d'un commandant subordonné (commandant adjoint) ou d'un membre du personnel d'état-major du commandement, tel qu'un conseiller juridique.</p> <p>D'autres mesures peuvent être prises pour empêcher le vol ou le détournement du carburant et des denrées alimentaires de l'ONU, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Effectuer des vérifications ponctuelles aléatoires des registres de réception et d'utilisation des rations et du carburant de l'ONU, ainsi que de leur redistribution aux sous-unités (registres de carburant des véhicules, registres de carburant des groupes électrogènes, registres de

		<p>rations alimentaires, rapports quotidiens des mesures du niveau de carburant).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures de sécurité strictes autour du stockage du carburant, du parc automobile et des groupes électrogènes, y compris des systèmes de vidéosurveillance. • N'autoriser qu'un petit nombre de personnes à ravitailler les véhicules et les groupes électrogènes.
		<p>Inconduite sexuelle. Un large éventail de mesures doit être mis en place en vue de réduire le risque que des membres du personnel se livrent à des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles, à du harcèlement sexuel et à des agressions sexuelles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp du contingent. Il peut s'agir, par exemple, des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. • Prendre des mesures visant à prévenir la fraternisation. • Renforcer l'encadrement des membres du contingent lorsqu'ils sont en dehors du camp et lors d'activités de détente. • Adopter des mesures plus strictes en vue de contrôler la consommation d'alcool à l'intérieur comme à l'extérieur du camp. • Désigner des blocs sanitaires réservés aux locaux qui travaillent dans le camp, distincts de ceux utilisés par les membres du contingent.
		<p>Conduite en état d'ivresse et autres infractions liées à l'alcool. Le commandant doit mettre en place des contrôles plus stricts de la consommation d'alcool et inclure dans les règles du camp la politique propre à la mission en matière d'alcool au volant.</p>
		<p>Excès de vitesse. Même si les véhicules du contingent ne sont pas dotés de dispositifs de contrôle de la vitesse, de nombreuses autres mesures peuvent être mises en place pour éviter les excès de vitesse. Il s'agit notamment d'informer les conducteurs sur les limitations de vitesse locales et de contrôler la durée des trajets (si le trajet est anormalement rapide, cela peut être le signe d'un excès de vitesse).</p>

		<p>Mesures générales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le commandant doit participer à la prochaine séance d'information sur la déontologie et la discipline propre à la mission, afin de mieux comprendre quels sont les risques de faute et comment les traiter. • Le commandant doit afficher sa résolution et faire comprendre que les fautes seront prises au sérieux, notamment en montrant l'exemple et en assistant à la séance d'information sur la déontologie et la discipline propre à la mission, en donnant la priorité à la formation des membres du contingent en matière de déontologie et de discipline et en veillant à ce qu'un officier participe à ces formations.
--	--	---

Informations supplémentaires :

À son arrivée dans la mission, le commandant doit également contacter l'Équipe déontologie et discipline ou le Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission et demander une copie du plan de travail relatif aux fautes et du registre des risques correspondant au lieu de déploiement. Cela lui permettra de mieux comprendre les risques de faute correspondant au lieu de déploiement et de savoir comment y remédier.

3. Pour chaque mesure, désignez un **responsable de la mise en œuvre et fixez une date d'échéance/un calendrier**. Si vous avez besoin du soutien d'une autre partie de la mission, veuillez le mentionner dans la colonne 3 (Responsable de la mise en œuvre).

On trouvera des exemples de personnes chargées de la mise en œuvre des mesures et de dates d'échéance/calendriers dans l'**Exemple de plan d'action contre les fautes**.

Personnes chargées de la mise en œuvre des mesures : le groupe désigne au sein du contingent la personne qui sera chargée de la mise en œuvre de chaque mesure.

S'agissant des mesures relatives à la formation, le groupe souhaitera peut-être attribuer un rôle d'appui à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission qui organisent, à l'intention des formateurs du contingent, des activités de formation des formateurs sur les normes de conduite des Nations Unies ainsi que sur les règles et règlements propres à la mission en matière de déontologie et de discipline.

Bien que cela ne soit pas pertinent pour le scénario 1, la composante « appui à la mission » peut également jouer un rôle de soutien, en aidant à fixer les clôtures de périmètre et les lumières de sécurité.

Date d'échéance/calendrier : l'**Exemple de plan d'action contre les fautes** comporte des dates d'échéance/calendriers exprimés en semaines et en mois pour montrer que certaines mesures sont ponctuelles et que d'autres sont permanentes. Dans un véritable plan, des dates précises devront être fournies dans la mesure du possible.

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	

	Noms des apprenants
G r o u p e 1	

G r o u p e 2	

Grille de solution du scénario 2 : risques de mauvaise conduite (lieu éloigné)

Sur la base du scénario, quels sont les types de fautes que les membres du contingent sont le plus susceptible de commettre pendant le déploiement et comment ? Énumérez les principaux types de fautes dans la colonne 1 (Fautes) du modèle.

On trouvera ci-après les types de fautes que les membres des contingents sont le plus susceptibles de commettre :

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		Vol de carburant de l'ONU. Comment ? <ul style="list-style-type: none"> Le manque de surveillance de la gestion du carburant ouvre la voie au détournement du carburant et à sa vente à des prix élevés à des négociants locaux. Une allégation fondée de vol de carburant à l'encontre du contingent précédent signifie qu'il existe un risque

		crédible que cela se reproduise et un marché local pour la vente de carburant volé de l'ONU.
		<p>Manquement aux règles de non-fraternisation propres à la mission. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Le fait de permettre aux membres du contingent de se déplacer librement en dehors du camp (par exemple pour se rendre à l'église ou à la mosquée, faire des achats au marché local et dans les magasins, acheter des crédits téléphoniques ou wifi) sans encadrement et sans autres restrictions (par exemple le port de l'uniforme) leur donne l'occasion de fraterniser avec la population locale, en violation des règles de non-fraternisation propres à la mission. <p><u>Quelles sont les règles de non-fraternisation ?</u></p> <p>Entrer en contact avec la population locale est un élément essentiel des opérations militaires et des opérations de police. Toutefois, cela exclut toute relation amoureuse ou sexuelle avec la population locale. Plusieurs missions ont mis en place des règles de non-fraternisation à l'intention des membres du personnel en tenue afin de les empêcher de commettre des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles. La fraternisation consiste à établir des contacts ou des relations personnelles qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exercice des fonctions officielles (par exemple, nouer une relation amoureuse ou sexuelle avec un membre de la population locale).</p>
		<p>Exploitation et atteintes sexuelles à l'égard de la population locale. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Les normes sociales qui tolèrent les rapports sexuels monnayés pour sortir de la pauvreté créent un environnement propice à la commission d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. De tels actes pourraient se produire dans l'hôtel situé en face du camp.

		<ul style="list-style-type: none"> • Le fait de permettre aux membres du contingent de se déplacer librement en dehors du camp (par exemple pour se rendre à l'église ou à la mosquée, faire des achats au marché local et dans les magasins, acheter des crédits téléphoniques ou wifi) sans encadrement et sans autres restrictions (par exemple le port de l'uniforme) leur donne l'occasion de fraterniser avec la population locale et de commettre des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles. • Les trous dans la clôture du périmètre et la présence de femmes et d'enfants vendant des fruits à proximité donnent au personnel l'occasion de fraterniser avec la population locale et de se livrer à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles à l'intérieur comme à l'extérieur du camp. • La visibilité limitée du camp depuis les postes de garde permet au personnel d'entrer et de sortir du camp et aux visiteurs non autorisés d'entrer dans le camp et dans les blocs d'hébergement sans être vus. • Un contrôle insuffisant des mouvements à l'entrée principale (registres des entrées et sorties) peut donner l'occasion à des visiteurs non autorisés et au personnel du contingent d'entrer dans le camp et d'en sortir sans être repérés.
		<p>Infractions liées à l'alcool. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accès facile à l'alcool (au marché ou dans le bar en face du camp) et l'absence de restrictions sur la consommation d'alcool favorisent l'abus d'alcool. De nombreux types de fautes sont commis après une consommation excessive d'alcool, tels que les agressions physiques (bagarres), l'exploitation et les atteintes sexuelles, le harcèlement sexuel des femmes locales (par exemple au bar ou au restaurant de l'hôtel, dans les magasins et au marché) et la conduite en état d'ivresse.
		<p>Autres manquements aux normes de conduite des Nations Unies. Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les membres de contingents ont l'occasion d'acheter des objets en ivoire sur le marché, ce qui constitue une violation de la <u>Convention sur le commerce international</u>

		<p><u>des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</u> et est interdit par les normes de conduite des Nations Unies.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les membres de contingents ont l'occasion d'acheter des armes et des munitions au marché afin de les rapporter chez eux en guise de souvenirs. Cette pratique est interdite par les normes de conduite des Nations Unies.
		<p>D'autres facteurs généraux augmentent le risque que les membres du personnel des contingents se livrent à divers types de fautes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le commandant n'a pas affiché sa résolution ni fait comprendre aux membres du contingent que la lutte contre les fautes était une priorité. Comment ? <ul style="list-style-type: none"> Le fait que les membres du contingent n'aient pas été formés aux normes de conduite des Nations Unies dans le mois qui a suivi leur arrivée (délai recommandé par l'ONU) leur laisse entendre que la lutte contre les fautes n'est pas une priorité. En outre, l'absence générale de restrictions sur la circulation du personnel à l'extérieur du camp crée un environnement propice à la commission de fautes. La mission dispose de règles propres en matière de non-fraternisation, mais le commandant n'a pas mis en place de mesures pour empêcher la fraternisation. Cela sème la confusion et constitue un manquement à une règle propre à la mission. Une qualité de vie insuffisante (manque d'accès à Internet, manque d'installations sportives) augmente également le stress et les comportements à risque, ce qui peut conduire à des fautes. Une méconnaissance des normes de conduite des Nations Unies, des règles et réglementations propres à la mission et des lois du pays. Comment ? En cas d'absence d'affiches installées dans le camp, de cartes de poche distribuées au personnel et de formations aux normes de conduite des Nations Unies, aux règles et réglementations propres à la mission ainsi qu'aux lois du pays, celles-ci risquent d'être méconnues et violées par inadvertance.

2. Quelles mesures (ou « contrôles internes ») devraient être mises en place pour atténuer et prévenir ces risques de faute ? Dans la colonne 2 (Contrôles internes) du modèle, énumérez les principales mesures visant à atténuer et à prévenir les risques de faute figurant dans la colonne 1.

On trouvera ci-après les mesures (ou contrôles internes) qui devraient être mises en place afin d'atténuer et de prévenir ces risques de faute :

Cocher		Notions
Groupe 3	Groupe 4	
		<p>Vol de carburant de l'ONU. Le commandant doit mettre en place des dispositifs de surveillance de l'utilisation du carburant. Par exemple, dans de nombreuses missions, il existe un risque de vol de carburant et de rations. On trouvera ci-après des exemples de dispositifs visant à prévenir ces vols :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un comité des denrées alimentaires et du carburant chargé de superviser la gestion du carburant et des rations alimentaires de l'ONU. La ou les personnes assurant la supervision ne doivent pas avoir d'intérêt direct dans la gestion des rations de carburant et de nourriture. Il peut s'agir, par exemple, d'un commandant subordonné (commandant adjoint) ou d'un membre du personnel d'état-major du commandement, tel qu'un conseiller juridique. • Effectuer des vérifications ponctuelles aléatoires des registres de réception et d'utilisation des rations et du carburant de l'ONU, ainsi que de leur redistribution aux sous-unités (registres de carburant des véhicules, registres de carburant des groupes électrogènes, registres de rations alimentaires et rapports quotidiens des mesures du niveau de carburant). • Mettre en place des mesures de sécurité strictes autour du stockage du carburant, du parc automobile et des groupes électrogènes, y compris des systèmes de vidéosurveillance. • N'autoriser qu'un petit nombre de personnes à ravitailler les véhicules et les groupes électrogènes.
		<p>Fraternisation et exploitation et atteintes sexuelles. Un large éventail de mesures doit être mis en place afin de réduire le risque que le personnel fraternise avec la population locale et se livre à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles, tant à</p>

		<p>l'intérieur qu'à l'extérieur du camp. Il peut s'agir, par exemple, des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. • Délivrer des cartes de poche aux membres des contingents sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. • Placer dans le camp des affiches sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. • Renforcer la surveillance des entrées et sorties aux portes du camp. • Assurer une bonne sécurité du périmètre afin d'empêcher les visiteurs non autorisés et le personnel de quitter le camp sans permission. • Prendre des mesures visant à prévenir la fraternisation et encadrer les membres du contingent à l'extérieur du camp (par exemple, obligation de porter l'uniforme en permanence à l'extérieur du camp, désignation d'un officier chargé d'encadrer les groupes à l'extérieur du camp). • Adopter des mesures plus strictes en vue de contrôler la consommation d'alcool à l'intérieur comme à l'extérieur du camp.
		<p>Infractions liées à l'alcool. Le commandant doit mettre en place des contrôles plus stricts de la consommation d'alcool à l'intérieur comme à l'extérieur du camp.</p>
		<p>Mesures générales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le commandant doit afficher sa résolution et faire comprendre que les fautes seront prises au sérieux, notamment en organisant régulièrement des formations sur la déontologie et la discipline à l'intention des membres du contingent et en veillant à ce qu'un officier participe à ces formations pour souligner l'importance de la question. Ces formations doivent également porter sur

		<p>les risques locaux, notamment qu'il est interdit aux membres du contingent d'acheter des objets en ivoire ainsi que des armes et des munitions en guise de souvenirs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La qualité de vie doit être améliorée afin de réduire le stress et les comportements à risque.
--	--	--

Informations supplémentaires qui s'appliquent à la fois au scénario 1 et au scénario 2 :

Pour consulter d'autres exemples de mesures que les commandants de contingents militaires et d'unités de police constituées peuvent prendre en vue de prévenir les fautes, veuillez vous référer aux **Exemples de prévention des fautes**.

Il convient de noter que de nombreuses fautes sont commises à la suite d'une consommation excessive d'alcool. Les commandants doivent donc mettre en place des mesures visant à prévenir la consommation excessive d'alcool par leur personnel, notamment en désignant un officier qui sera de service et surveillera les activités de détente, et en fournissant une bonne qualité de vie et des loisirs en vue de réduire le stress. Si le contingent dispose de son propre bar à l'intérieur du camp, des mesures peuvent être mises en place afin de prévenir la consommation excessive d'alcool, notamment la désignation d'un officier chargé de surveiller le bar, la limitation de la quantité d'alcool distribuée à chaque personne et la distribution d'alcool aux conducteurs uniquement pendant leurs jours de repos, lorsqu'ils ne sont pas en service.

Les commandants doivent aussi être attentifs aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.

Pourquoi surveiller les manquements mineurs ? Par exemple, si des membres du contingent sont surpris en train de violer le couvre-feu alors qu'ils ne sont pas en tenue et qu'un passager non autorisé se trouve dans leur véhicule, cela peut être le signe qu'ils se livrent à des types de fautes plus graves, comme le commerce illégal ou encore l'exploitation et les atteintes sexuelles. Dans le passé, par mesure de précaution, des commandants ont fait rapatrier des membres de leur contingent en cas de petites violations répétées de l'ordre et de la discipline.

3. Pour chaque mesure, désignez un **responsable de la mise en œuvre et fixez une date d'échéance/un calendrier**. Si vous avez besoin du soutien d'une autre partie de la mission, veuillez le mentionner dans la colonne 3 (Responsable de la mise en œuvre).

On trouvera des exemples de personnes chargées de la mise en œuvre des mesures et de dates d'échéance/calendriers dans l'**Exemple de plan d'action contre les fautes**.

Personnes chargées de la mise en œuvre des mesures : le groupe doit désigner au sein du contingent la personne qui sera chargée de la mise en œuvre de chaque mesure.

S'agissant des mesures relatives à la formation, le groupe souhaitera peut-être attribuer un rôle d'appui à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission qui organisent, à l'intention des formateurs du contingent, des activités de formation des formateurs sur les normes de conduite des Nations Unies ainsi que sur les règles et règlements propres à la mission en matière de déontologie et de discipline.

La composante « appui à la mission » peut également jouer un rôle de soutien, en aidant à fixer les clôtures de périmètre et les lumières de sécurité.

Date d'échéance/calendrier : l'**Exemple de plan d'action contre les fautes** comporte des dates d'échéance/calendriers exprimés en semaines et en mois pour montrer que certaines mesures sont ponctuelles et que d'autres sont permanentes. Dans un véritable plan, des dates précises devront être fournies dans la mesure du possible.

Informations supplémentaires qui s'appliquent à la fois au scénario 1 et au scénario 2 :

Lorsqu'il traite la question des personnes chargées de la mise en œuvre des mesures, le formateur peut également choisir de :

- Souligner les obligations juridiques qu'ont les commandants de contingents militaires et d'unités de police constituées de faire régner la déontologie et la discipline au sein de leurs contingents, telles qu'énoncé dans le Modèle de memorandum d'accord conclu entre l'ONU et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police :

Pour les commandants des contingents militaires : « 7.5. Le Gouvernement reconnaît que c'est le commandant de son contingent qui est responsable du maintien de la discipline et de l'ordre parmi tous les membres de ce contingent pendant leur affectation à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. Il s'engage donc à veiller à ce que le commandant de son contingent soit investi des pouvoirs nécessaires et prenne toute mesure raisonnable afin de maintenir la discipline et l'ordre parmi les membres de ce contingent pour qu'ils respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois et règlements locaux, conformément à l'accord sur le statut des forces. »

Pour les commandants d'unités de police constituées : « 7.8. Le Gouvernement reconnaît que c'est le commandant de l'unité de police constituée qui est responsable du maintien de la discipline et de l'ordre parmi tous les membres de cette unité pendant leur affectation à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. Il s'engage donc à veiller à ce que le commandant de l'unité de police constituée soit investi des pouvoirs nécessaires et prenne toute mesure raisonnable afin de maintenir la discipline et l'ordre parmi les membres de cette unité pour qu'ils respectent les normes de conduite des

Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois et règlements locaux, conformément à l'accord sur le statut des forces ou le statut de la mission. » Source : chapitre 9 – Modèle de mémorandum d'accord pour les contingents militaires et Modèle de mémorandum d'accord pour les unités de police constituées (A/75/121), 31 août 2020.

- Veuillez expliquer que la mise en œuvre des obligations juridiques du commandant du contingent au titre des paragraphes 7.5 (contingents militaires) et 7.8 (unités de police constituées) devra être appuyée par le personnel d'état-major, tout en soulignant que l'obligation juridique du respect de la déontologie et de la discipline parmi les membres du contingent incombe au commandant.

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 3	
G r o u p e 4	

	Noms des apprenants
G r o u p e 3	

G r o u p e 4	

Scénario 1 : risques de faute (lieu urbain)

Quel est le contexte ? Le pays traverse une crise économique et de fréquentes manifestations sont organisées afin de protester contre la hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires. Il y a de graves pénuries de carburant. Ces dernières années, les normes sociales ont changé et certaines familles encouragent les relations entre leurs filles et les étrangers afin de sortir de la pauvreté. Le camp est situé aux abords d'une ville. Le quartier résidentiel le plus proche se trouve à 1 km. La mission a mis en place une politique stricte en matière de conduite en état d'ivresse selon laquelle les membres du personnel de l'ONU ne sont pas autorisés à boire de l'alcool lorsqu'ils conduisent un véhicule sur les routes locales.

Une équipe de l'ONU arrive dans un camp afin d'effectuer une **visite d'évaluation des risques de faute**. Elle prend note des informations ci-après sur les risques de fautes et les mesures actuellement en place pour les prévenir.

Entretien avec la commandante. La visite commence par un entretien avec la commandante qui explique que le contingent (composé essentiellement d'hommes et de quelques femmes) est déployé pour un an et qu'elle n'est arrivée que depuis deux mois. Les informations suivantes sont communiquées :

- **Formation initiale et sessions de rappel des règles.** La commandante a confirmé qu'il n'y avait pas eu de passation de pouvoir avec le commandant sortant. Elle n'a pas suivi la formation initiale à la déontologie et à la discipline propre à la mission à l'intention des commandants, ni aucun de ses officiers. Le contingent a reçu une formation sur une série de sujets depuis son arrivée, mais pas sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois du pays.
- **Contrôle du carburant et des rations de l'ONU.** La principale tâche opérationnelle du contingent est d'effectuer des patrouilles. La commandante confirme qu'elle a mis en place un comité des denrées alimentaires et du carburant au sein du contingent afin de contrôler la consommation de carburant (qui est très élevée en raison des activités de patrouille) et de surveiller la distribution des rations alimentaires de l'ONU aux sous-unités dans d'autres sites de déploiement. Le comité est composé de deux membres du contingent : un officier subalterne chargé du carburant et un officier subalterne chargé des rations alimentaires.
- **Véhicules des contingents.** La commandante a confirmé que les véhicules de patrouille n'étaient pas équipés de dispositifs permettant de détecter les excès de vitesse.
- **Consommation d'alcool.** Le règlement du camp prévoit que les membres du contingent sont autorisés à acheter et à consommer de l'alcool provenant du magasin du contingent ou des magasins de la ville, mais qu'ils peuvent boire (avec modération) uniquement lorsqu'ils ne sont pas en service.

- **Activités de détente.** Les membres du contingent sont autorisés à se rendre dans l'enceinte principale de l'ONU les vendredis et samedis soir, lorsque des fêtes sont organisées et à y consommer de l'alcool avec modération.

Visite du camp. Au cours de la visite du camp, l'équipe de l'ONU remarque que le camp dispose d'un magasin, tenu par un commerçant local. Le magasin vend de la nourriture, des produits d'hygiène personnelle, des cartes téléphoniques et de l'alcool. Il est situé à proximité des blocs d'hébergement du contingent et les personnes qui y travaillent sont autorisées à utiliser l'un des blocs sanitaires du contingent.


Instructions pour le travail en groupe :

Lisez le scénario et répondez aux questions de réflexion au sein de vos groupes. Remplissez ensuite les colonnes correspondantes du modèle de plan d'action contre les fautes.

1. **Sur la base du scénario, quels sont les types de fautes que les membres du contingent sont le plus susceptible de commettre pendant le déploiement et comment ? Énumérez les principaux types de fautes dans la colonne 1 (Fautes) du modèle.**

Questions de réflexion :

- En quoi le contexte extérieur donne-t-il aux membres des contingents l'occasion de commettre des fautes ?
 - Quel message la commandante envoie-t-elle aux membres de son contingent en ne participant pas à la formation initiale à la déontologie et à la discipline propre à la mission ?
 - Les mesures mises en place par le commandant sont-elles suffisamment fermes pour dissuader les membres des contingents de commettre des fautes ?
2. **Quelles mesures (ou « contrôles internes ») devraient être mises en place afin d'atténuer et de prévenir ces risques de faute ? Dans la colonne 2 (Contrôles internes) du modèle, énumérez les principales mesures visant à atténuer et à prévenir les risques de faute figurant dans la colonne 1.**
 3. **Pour chaque mesure, désignez un responsable de la mise en œuvre et fixez une date d'échéance/un calendrier. Si vous avez besoin du soutien d'une autre partie de la mission, veuillez le mentionner dans la colonne 3 (Responsable de la mise en œuvre).**



United Nations

Misconduct Action Plan for a UN Military Contingent/Unit or Formed Police Unit

Contingent name:

Plan approved by:

Date of plan:

1. Misconduct <small>Which types of misconduct are your personnel most likely to engage in during the deployment and how?</small>	2. Internal controls <small>List the measures you have put in place to prevent misconduct by your personnel</small>	3. Action owner <small>Who is in charge of implementing each measure?</small>	4. Due date/Timeframe <small>Measure to be implemented by:</small>

Scénario 2 : risques de faute (lieu éloigné)

Contexte national. Un contingent (composé essentiellement d'hommes et de quelques femmes) est stationné dans un lieu éloigné du pays qui n'est accessible que par une route mal entretenue qui devient impraticable pendant la saison des pluies. Il n'y a pas d'autres contingents ou bureaux de l'ONU dans la région. Cette partie du pays a été durement touchée par les combats, les emplois sont rares et les niveaux de pauvreté et de malnutrition sont élevés. Ces dernières années, les normes sociales ont changé et certaines familles encouragent les relations entre leurs filles et les étrangers afin de sortir de la pauvreté. La mission a mis en place des règles de non-fraternisation qui s'appliquent à l'ensemble du personnel en tenue et selon lesquelles il est interdit de nouer des relations amoureuses ou sexuelles avec la population locale.

Emplacement du camp. Le camp est situé à la sortie d'un village. À proximité du camp, il y a des cases, un hôtel doté d'un bar et d'un restaurant et quelques magasins. À environ 2 kilomètres, un marché permet d'acheter de nombreux articles, y compris de l'alcool, des objets en ivoire ainsi que des armes et des munitions anciennes.

Allégations passées. Il y a un an, une enquête a été ouverte à la suite d'une allégation contre le contingent précédent qui aurait falsifié les registres de carburant destiné à ses groupes électrogènes et vendu du carburant de l'ONU sur le marché local. L'enquête a permis de corroborer cette allégation.

Une équipe de l'ONU est arrivée dans le camp afin d'effectuer une **visite d'évaluation des risques de faute**. Elle a pris note des informations ci-après sur les risques de faute et les mesures actuellement en place pour les prévenir.

Entretien avec le commandant. La visite a commencé par un entretien avec le commandant, qui fournit les informations suivantes :

- **Formation initiale et sessions de rappel des règles.** Le contingent a reçu une formation sur une série de sujets depuis son arrivée, mais pas sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois du pays.
- **Contact avec la population locale.** Le commandant autorise les membres de son personnel à se rendre une fois par semaine à l'église ou à la mosquée du village ainsi qu'au marché pour acheter des produits d'hygiène personnelle et d'autres produits de première nécessité. Il les autorise aussi à manger et boire dans l'hôtel en face, lorsqu'ils ne sont pas en service.
- **Gestion du carburant.** Un membre du contingent est chargé de gérer le carburant des groupes électrogènes et de tenir des registres sur la consommation de carburant.

Visite du camp. Au cours de la visite du camp, l'équipe de l'ONU constate ce qui suit :

Sécurité. Il y a un trou dans la clôture du périmètre. Depuis les postes de garde, les parties du camp proches du bloc d'hébergement (une rangée de tentes) ne sont pas visibles. Lorsque l'équipe examine les registres de la porte principale, elle constate que les entrées et les sorties des membres de l'unité ne sont pas toujours enregistrées les jours où ils sont autorisés à assister à des offices religieux. Elle constate également que les femmes et les enfants qui vendent des fruits peuvent s'approcher de la clôture.


Qualité de vie. Une partie du réfectoire est utilisée comme salle de sport et de loisirs. On peut y trouver des cordes à sauter et une télévision dotée d'un lecteur DVD. Le contingent ne fournit pas d'accès à Internet, si bien que les membres utilisent leur téléphone personnel pour se connecter à Internet et appeler chez eux, et achètent des crédits téléphoniques ou wifi dans les magasins situés à proximité du camp.

Sensibilisation. Bien que la mission fournisse à tous les contingents des affiches et aux membres des contingents des cartes de poche sur les normes de conduite des Nations Unies, celles-ci ne sont pas utilisées dans ce camp.

Instructions pour le travail en groupe :

Lisez le scénario et répondez aux questions de réflexion au sein de vos groupes. Remplissez ensuite les colonnes correspondantes du modèle de plan d'action contre les fautes :

1. **Sur la base du scénario, quels sont les types de fautes que les membres du contingent sont le plus susceptible de commettre pendant le déploiement et comment ? Énumérez les principaux types de fautes dans la colonne 1 (Fautes) du modèle.**
2. **Quelles mesures (ou « contrôles internes ») devraient être mises en place pour atténuer et prévenir ces risques de faute ? Dans la colonne 2 (Contrôles internes) du modèle, énumérez les principales mesures visant à atténuer et à prévenir les risques de faute figurant dans la colonne 1.**
3. **Pour chaque mesure, désignez un responsable de la mise en œuvre et fixez une date d'échéance/un calendrier. Si vous avez besoin du soutien d'une autre partie de la mission, veuillez le mentionner dans la colonne 3 (Responsable de la mise en œuvre).**



United Nations

Misconduct Action Plan for a UN Military Contingent/Unit or Formed Police Unit

Contingent name:

Plan approved by:

Date of plan:

1. Misconduct <small>Which types of misconduct are your personnel most likely to engage in during the deployment and how?</small>	2. Internal controls <small>List the measures you have put in place to prevent misconduct by your personnel</small>	3. Action owner <small>Who is in charge of implementing each measure?</small>	4. Due date/Timeframe <small>Measure to be implemented by:</small>

Exercice 3. Vidéos relatives aux risques

Objet

S'entraîner à recenser les risques de faute en vue d'un déploiement et à élaborer un plan d'action visant à prévenir les fautes.

Résultats de l'apprentissage des participants

À la fin de la session, les apprenants sauront :

- Dresser une liste des risques de faute en vue de leur prochain déploiement.
- Recenser les mesures à mettre en place pour atténuer ces risques et prévenir ces fautes.
- Déterminer quels éléments de la mission peuvent être sollicités afin de mettre en place les mesures visant à prévenir les fautes.

Méthode

Projection de vidéos et planification (travail de groupe avec possibilité de travail individuel), discussion plénière.

Pour cet exercice, deux vidéos sont choisies parmi une liste de quatre vidéos. Les vidéos sont en anglais ou en français et sont décrites plus en détail à l'**Annexe A. Descriptions des vidéos**. Les vidéos 1 et 2 portent toutes deux sur le problème de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans une mission. Le formateur n'en choisit qu'une seule sur les deux. De même, comme les vidéos 3 et 4 portent toutes deux sur la prévention des fautes, le formateur n'en choisit qu'une seule sur les deux.

Consignes et durée

Durée totale : 1 h 45

Pour cet exercice, deux vidéos sont choisies. Les quatre groupes (par exemple composés de cinq personnes) devront élaborer un plan d'action contre les fautes. Chaque apprenant peut aussi élaborer son propre plan d'action contre les fautes.

Avant l'exercice :

- Demandez aux participants de lire le **Guide de déploiement** (voir **Ressources clés**).
- Choisissez et téléchargez les deux vidéos qui seront utilisées lors de la session.
- Entraînez-vous à montrer les vidéos pour veiller à ce que le volume soit bien réglé et que les sous-titres, y compris pour les malentendants, soient visibles. Les sous-titres pour malentendants de la vidéo 4 ne sont disponibles que sur YouTube.
- Répartissez les participants en quatre groupes.

- (Facultatif) Désignez des salles de repos que deux groupes pourront utiliser pendant les travaux afin de réduire le niveau sonore dans la salle de classe et de renforcer la concentration.
- Préparez les supports de formation et les fournitures (voir ci-après).

Consignes	Durée
<p>Introduction</p> <p>Présentez l'objectif et les résultats d'apprentissage des participants et expliquez comment la performance sera évaluée (voir ci-après la section Méthode d'évaluation de l'apprentissage et la même section dans le Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Donnez des conseils sur la manière de gérer les émotions et les désaccords (voir Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Répartissez les apprenants en quatre groupes.</p> <p>Expliquez aux apprenants qu'ils travailleront en groupe afin d'élaborer un plan d'action visant à prévenir les fautes commises par les membres des contingents lors de leur prochain déploiement. Les plans d'action seront ramassés à la fin de la session et utilisés pour évaluer les performances de chaque groupe. Ils seront ensuite rendus aux groupes afin que les apprenants puissent les utiliser lors de leur prochain déploiement.</p> <p>Chaque groupe devra désigner un porte-parole en vue de la discussion plénière finale.</p> <p>Distribuez des exemplaires du Modèle de plan d'action contre les fautes.</p>	<p>Cinq minutes</p>

<p>Vidéo et travail en groupe sur les risques de faute</p> <p>Expliquez que la première étape de l'élaboration d'un plan d'action contre les fautes consiste à recenser les risques de faute, à savoir les types de fautes que le personnel est susceptible de commettre et comment cela pourrait se produire.</p> <p>Vidéo. Montrez soit la vidéo 1 soit la vidéo 2, qui contiennent des messages adressés par un haut commandant militaire de l'ONU sur le problème de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans une mission.</p> <p>Travail en groupe. Demandez aux groupes de tenir une discussion de dix minutes sur le contexte de la mission et les risques de faute en répondant aux deux questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont les risques que des membres de votre personnel se livrent à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles dans le pays du déploiement ? 2. Selon vous, quels sont les autres types de fautes que les membres de votre personnel sont le plus susceptible de commettre et comment cela peut-il se produire ? <p>Pendant le travail en groupe, les formateurs écoutent les discussions et en évaluent la qualité à l'aide des grilles de solution, qui contiennent des colonnes à cocher si les notions ont été acquises et des espaces pour ajouter des commentaires sur la performance du groupe.</p> <p>Plan d'action. Demandez ensuite aux groupes de consacrer quinze minutes à énumérer certains des principaux types de fautes recensés au cours de la discussion dans la colonne 1 (Faute) du Modèle de plan d'action contre les fautes. Si un groupe ne sait pas comment remplir la colonne 1 du modèle, donnez un exemple tiré de l'Exemple de plan d'action contre les fautes, mais ne faites pas circuler ce document avant la fin de l'exercice. L'Exemple de plan d'action contre les fautes est un exemple fictif de plan d'action contre les fautes.</p>	<p>Trente minutes</p>
---	-----------------------

<p>Variante (travail individuel) : à l'issue de la discussion, demandez à chaque apprenant d'élaborer un plan d'action contre les fautes en vue de son prochain déploiement et de remplir seul la colonne 1 (Faute) du Modèle de plan d'action contre les fautes.</p>	
<p>Vidéo et travail en groupe sur la prévention des fautes</p> <p>Vidéo. Montrez soit la vidéo 3 soit la vidéo 4, consacrées à la prévention des fautes.</p> <p>Travail en groupe. Demandez aux groupes de tenir une discussion de dix minutes sur les trois questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dans la vidéo, quel type de mesures le commandant du contingent a-t-il mis en place en vue de prévenir les fautes de son personnel ? (vidéo 3) <u>ou</u> quel type de mesures la mission a-t-elle mis en place en vue de prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles par le personnel en tenue ? (vidéo 4) 2. Quelles mesures allez-vous mettre en place pour prévenir les fautes, notamment les actes d'exploitation et les atteintes sexuelles, de la part des membres de votre personnel lors de votre prochain déploiement ? 3. Àuprès de quels éléments de la mission pouvez-vous demander un appui en vue de prévenir les fautes des membres de votre personnel ? <p>Pendant le travail en groupe, les formateurs évaluent de nouveau la qualité des discussions à l'aide des grilles de solution.</p> <p>Plan d'action. Demandez ensuite aux groupes de consacrer quinze minutes à remplir le Modèle de plan d'action contre les fautes en s'appuyant sur les principaux points soulevés au cours de la discussion. Dans la colonne 2 (Contrôles internes) du modèle, les groupes doivent énumérer les principales mesures de prévention. Dans la colonne 3</p>	<p>Quarante minutes</p>

(Responsable de la mise en œuvre), ils doivent préciser quel membre du contingent est chargé de la mise en œuvre de chaque mesure de prévention. Rappelez-leur que pour certaines mesures de prévention, ils peuvent avoir besoin du soutien d'un élément de la mission. La colonne 4 (Date d'échéance/calendrier) doit rester vide. Si un groupe ne sait pas comment remplir les colonnes 2 et 3 du modèle, donnez un exemple tiré de l'**Exemple de plan d'action contre les fautes**, mais ne faites pas circuler ce document avant la fin de l'exercice. Chaque groupe devrait maintenant disposer d'un plan d'action contre les fautes qu'il pourra utiliser lors de son prochain déploiement.

Préparation de la discussion plénière. Demandez à chaque groupe d'être prêt à apporter sa contribution à la discussion plénière qui va suivre. Chaque groupe doit répondre aux trois questions suivantes :

Question 1. Donnez un exemple de type de faute qu'un membre de votre personnel pourrait commettre au cours du prochain déploiement et expliquez comment cela pourrait se produire.

Question 2. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place pour prévenir ce type de faute ?

Question 3. Qui, au sein du contingent, est chargé de la mise en place de ces mesures de prévention ? Quels éléments de la mission peuvent apporter leur aide ?

Variante (travail individuel) : demandez à chaque apprenant de remplir seul la colonne 2 (Contrôles internes) et la colonne 3 (Responsable de la mise en œuvre) du **Modèle de plan d'action contre les fautes**. Demandez à chaque apprenant d'être prêt à apporter sa contribution à la discussion plénière qui va suivre. Chaque apprenant devrait maintenant disposer d'un plan d'action contre les fautes qu'il pourra utiliser lors de son prochain déploiement.

<p>Discussion plénière et commentaires du formateur</p> <p>Discussion plénière. En séance plénière, présentez les trois questions suivantes :</p> <p>Question 1. Donnez un exemple de type de faute qu'un membre de votre personnel pourrait commettre au cours du prochain déploiement et expliquez comment cela pourrait se produire.</p> <p>Question 2. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place pour prévenir ce type de faute ?</p> <p>Question 3. Qui, au sein du contingent, est chargé de la mise en place de ces mesures de prévention ? Quels éléments de la mission peuvent apporter leur aide ?</p> <p>Demandez ensuite à chaque groupe de présenter ses réponses à ces trois questions, en veillant à ce qu'ils utilisent des exemples différents afin d'éviter les répétitions.</p> <p>Variante (travail individuel) : désignez les apprenants qui répondront à ces trois questions, en veillant à ce qu'ils utilisent des exemples <u>différents</u> afin d'éviter les répétitions.</p> <p>Une fois que tous les groupes ou apprenants ont apporté leur contribution, encouragez une discussion plénière qui réponde à la question suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont vos commentaires sur les contributions des autres groupes ? • Veuillez faire part de tout autre exemple de mesures visant à prévenir les fautes commises par les membres des contingents. • Quels types de fautes ont été commises lorsque vous étiez dans une mission, et comment le commandant et son équipe ont-ils essayé de les prévenir ? 	<p>Trente minutes</p>
---	-----------------------

Au cours des exposés et de la discussion plénière, un formateur prend des notes sur les performances de chaque groupe à l'aide des grilles de solution.

Commentaires du formateur. Au cours de la discussion plénière, soulignez les notions qui n'ont pas été prises en compte à l'aide de la **Grille de solution de l'exercice 3**.

Ramassez tous les plans d'action contre les fautes car ces contributions seront utilisées pour évaluer les performances. Rappelez aux apprenants qu'ils doivent inscrire le numéro de leur groupe ou leur nom sur leurs plans d'action. Les plans leurs seront ensuite rendus afin qu'ils puissent les utiliser lors de leur prochain déploiement. Encouragez-les à mettre les plans à jour régulièrement au fur et à mesure qu'ils obtiennent plus d'informations sur le lieu où ils seront déployés.

Distribuez les documents suivants : un exemplaire vierge du **Modèle de plan d'action contre les fautes** ainsi que l'**Exemple de plan d'action contre les fautes** et les **Exemples de prévention des fautes**, et demandez aux apprenants d'emporter ces documents avec eux lors de leur prochain déploiement. Les **Exemples de prévention des fautes** fournissent des exemples de mesures que les commandants peuvent prendre pour prévenir les fautes des membres de leur personnel.

Matériel et fournitures de formation

Le formateur prépare le matériel de formation et les fournitures suivantes :

- **Consignes** : un exemplaire par formateur.
- **Grille de solution de l'exercice 3** : un exemplaire par formateur.
- **Modèle de plan d'action contre les fautes** : deux exemplaires par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Exemple de plan d'action contre les fautes** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Exemples de prévention des fautes** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Glossaire** : un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- Ordinateur, écran et projecteur pour projeter les deux vidéos.
- Tableau-papier à feuilles mobiles et stylos pour noter les principaux points traités lors des discussions : un par groupe (facultatif).
- Vidéos (voir **Annexe A. Description des vidéos**).

Lien vers d'autres formations

Idéalement, l'exercice devrait être réalisé une fois que les participants ont pris connaissance du contexte national de la mission et des conditions sociales, économiques, culturelles, sécuritaires, etc. du pays.

Méthode d'évaluation de l'apprentissage

L'exercice est évalué sur la base de l'observation du formateur et de l'examen des travaux écrits élaborés au cours de la session. En d'autres termes, les formateurs recueilleront des données sur la performance des apprenants en les observant pendant les travaux en groupe et les discussions plénières, ainsi qu'en examinant le contenu des plans d'action contre les fautes élaborés par chaque groupe ou apprenant à la fin de la session. Ils restitueront les plans d'action contre les fautes aux groupes ou apprenants après les avoir utilisés pour évaluer leur performance.

Annexe A. Descriptions des vidéos

Vidéo 1 : « Exploitation et atteintes sexuelles : message aux troupes » (2017)

Disponible sur :

- YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=hefazQsyhgQ>
- Accéder au portail de ressources sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en cliquant [ici](#)

Langue : français avec sous-titres en anglais

Durée : 3 mn18

Contenu : le général de division Sidiki Daniel Traoré, commandant adjoint de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), décrit le problème des membres du personnel militaire qui se livrent à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles au sein de la MINUSCA, les répercussions de ces actes sur les victimes, les unités militaires et leur efficacité opérationnelle, les auteurs et leurs familles ainsi que la Mission, et adresse un message à l'intention des troupes.

Vidéo 2 : « Lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles en République centrafricaine » (2017)

Disponible sur :

- YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=qhnZ1muOBxU>
- Accéder au portail de ressources sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en cliquant [ici](#)

Langue : français avec sous-titres en anglais

Durée : 3 mn 18 secondes

Contenu : le général Balla Keita, commandant de la force de la MINUSCA, s'est rendu dans l'ouest de la République centrafricaine et s'est adressé au personnel civil et militaire de la mission pour les appeler à prévenir les actes d'exploitation et atteintes sexuelles. Il met en avant deux adversaires : les groupes armés et les actes

d'exploitation et atteintes sexuelles commis par les membres du personnel. Il souligne les répercussions de ces actes sur la mission et le moral des troupes. Il souligne que la prévention de ces actes est un effort collectif et qu'il faut réduire les occasions que peuvent avoir quelques mauvais soldats de se livrer à ce type d'actes.

Vidéo 3 : « Rwanda : bonnes pratiques visant à renforcer la déontologie du personnel de maintien de la paix » (2021)

Disponible en anglais avec sous-titres en anglais :

- YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=Q8R3_5NwocE
- Twitter : <http://pic.twitter.com/KAtIHP6C70>
- Facebook : <https://www.facebook.com/unpeacekeeping/videos/595568681456929>
- Site Web sur la déontologie des missions de terrain : <https://conduct.unmissions.org/fr/bonnes-pratiques-en-mati%C3%A8re-de-d%C3%A9ontologie-et-discipline>
- Accéder au portail de ressources sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en cliquant [ici](#)

Disponible en anglais sous-titré en français sur :

- Twitter : <http://pic.twitter.com/s96FHzqoo>
- Facebook : <https://www.facebook.com/unpeacekeeping/videos/2702553620042993>

Durée : 1 mn 36

Contenu : le colonel E. Rutayisire, commandant du contingent militaire rwandais, décrit les bonnes pratiques mises en place par le contingent militaire rwandais au sein de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) en vue d'assurer un commandement et un encadrement efficaces et de prévenir tous les types de fautes, dont l'exploitation et les atteintes sexuelles. Il s'agit notamment de fournir aux soldats les cartes de poche « Aucune excuse » sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles, de vérifier les registres d'entrée et de sortie dans les bases militaires et d'encourager le signalement quotidien des fautes, à tous les niveaux.

Vidéo 4 : « Lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles la nuit » (2017)

Disponible sur :

- YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=XBCaUV21Jkl&t=84s> (sous-titres en anglais pour malentendants disponibles).
- Accéder au Portail de ressources sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en cliquant [ici](#) (sous-titres pour malentendants non disponibles).

Langue : anglais avec sous-titres en anglais pour malentendants

Durée : 1 mn 24

Contenu : La vidéo décrit les mesures prises par la MINUSCA en vue de prévenir les actes d'exploitation et les atteintes sexuelles. Une unité de police des forces népalaises effectue des patrouilles aléatoires de jour comme de nuit afin de dissuader le personnel des Nations Unies de se livrer à des actes d'exploitation et atteintes sexuelles.

Grille de solution de l'exercice 3

Question 1. Citez un exemple d'un type de faute que votre personnel pourrait commettre au cours du déploiement à venir et expliquez comment cela pourrait se produire.

Assurez-vous que ces trois catégories de fautes ont été mentionnées, ainsi que quelques exemples de chaque catégorie :

Cocher	Notions
	<p>1. Manquements aux normes de conduite des Nations Unies</p> <p>On trouvera ci-après quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agression physique Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents aillent dans des bars, boivent trop et en viennent à se battre avec d'autres membres du personnel de l'ONU ou avec des habitants. • Détournement des ressources de l'ONU <ul style="list-style-type: none"> ○ Vol de carburant de l'ONU. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents falsifient les registres de carburant et vendent ensuite du carburant de l'ONU sur le marché local. ○ Vol de rations de l'ONU. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents vendent des rations de l'ONU à des commerçants locaux. ○ Utilisation impropre du comptoir de vente hors taxes. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents achètent de l'alcool ou des cigarettes à l'économat et les revendent sur le marché local à un prix plus élevé.

	<ul style="list-style-type: none"> ● Inconduite sexuelle, telle que l'exploitation et les atteintes sexuelles, le harcèlement sexuel et l'agression sexuelle,
	<p>2. Manquements aux règles et règlements propres à la mission</p> <p>On trouvera ci-après quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Conduite en état d'ivresse. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents s'arrêtent dans des villages au cours d'une patrouille, s'enivrent et rentrent au camp en état d'ébriété. <u>Quelles sont les règles de l'ONU concernant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances ?</u> Veuillez consulter les règles propres à la mission afin de prendre connaissance des taux d'alcoolémie autorisés au volant dans la zone de la mission. Certaines missions autorisent une petite quantité d'alcool, d'autres pas du tout. Soldats et policiers doivent respecter les lois du pays ainsi que les règles et règlements propres à la mission régissant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances comme la marijuana. ● Se rendre dans des lieux interdits au personnel de l'ONU. Par exemple, il arrive que des agents de la police militaire des Nations Unies retrouvent des membres de contingents dans des bars et des restaurants qui leur sont interdits parce que la prostitution y est pratiquée. <u>Quels sont les lieux interdits au personnel de l'ONU ?</u> Chaque mission tient la liste des lieux interdits au personnel de l'ONU, soit parce qu'ils sont réputés dangereux, soit parce que l'on sait ou soupçonne que la prostitution ou d'autres activités criminelles s'y déroulent. ● Manquements aux règles de non-fraternisation applicables aux soldats et policiers. Entrer en contact avec la population locale est un élément essentiel des opérations militaires et des opérations de police. Toutefois, cela exclut toute relation amoureuse ou sexuelle avec la population locale. <u>Quelles sont les règles de non-fraternisation ?</u> Plusieurs missions ont mis en place des règles de non-fraternisation à l'intention des membres du personnel en tenue afin de les empêcher de commettre des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles. La fraternisation consiste à établir des relations ou contacts personnels qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exercice des fonctions officielles (par exemple, nouer une relation amoureuse ou sexuelle avec un membre de la population locale).

	<p>3. Non-respect des lois du pays</p> <p>On trouvera ci-après quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Excès de vitesse et conduite imprudente. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents enfreignent les limitations de vitesse ou conduisent de manière imprudente dans des zones habitées et tuent ou blessent des habitants, notamment des enfants. ● Commerce illégal et illicite. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents se servent de leur interprète afin d'acheter de petites quantités d'or ou de diamants bruts et les ramènent chez eux pour les vendre à un prix plus élevé. ● Souvenirs illégaux. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents achètent des bijoux et des objets en ivoire pour les membres de leur famille restés au pays. Pour plus d'informations, voir : <u>Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</u>

Informations supplémentaires :

Encadré 1. Qu'entend-on par « exploitation » et « atteintes sexuelles » ?

L'exploitation et les atteintes sexuelles sont interdites par les normes de conduite des Nations Unies. Cela concerne les actes suivants :

Toute activité sexuelle avec un enfant (personne âgée de moins de 18 ans).

Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents aient des relations sexuelles avec des filles âgées de moins de 18 ans.

L'échange d'argent, de nourriture, d'emploi, de biens, d'assistance ou de services contre des relations ou faveurs sexuelles. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents :

paient des femmes adultes pour avoir des relations sexuelles avec elles, notamment dans des maisons closes, des bars, des restaurants, des hôtels, chez des particuliers ou dans le camp où stationne le contingent ;

versent de petites sommes d'argent à des enfants, ou leur donnent des biscuits ou des téléphones portables, pour obtenir d'eux des faveurs sexuelles ;

donnent de l'argent à des prestataires de l'ONU, comme les personnes chargées du nettoyage, pour avoir des relations sexuelles avec elles.

L'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour procurer à autrui des services sexuels. Par exemple, il est arrivé que des membres de contingents demandent à des enfants de leur trouver des habitantes avec qui avoir des relations sexuelles en échange d'argent.

Avertissement ! Les populations que les missions sont chargées de servir sont vulnérables et il existe un déséquilibre extrême entre les forces de maintien de la paix et la population locale. Toute relation sexuelle entre des membres de contingents et des adultes de la population locale sera présumée relever de l'exploitation et devra être signalée à l'ONU.

Encadré 2. Qu'entend-on par « harcèlement sexuel » ?

Le harcèlement sexuel est interdit par les normes de conduite des Nations Unies.

Les femmes comme les hommes peuvent être victimes ou auteurs de harcèlement sexuel. Toutefois, dans la majorité des cas recensés à ce jour dans les missions, l'auteur du harcèlement est un homme et la victime une femme. Le harcèlement sexuel peut également se produire entre personnes du même sexe.

On trouvera ci-après des exemples de cas qui se sont produits dans des missions par le passé :

Formuler des commentaires sexuels répétés sur l'apparence d'une personne.

Importuner quelqu'un en l'invitant plusieurs fois à dîner ou à prendre un verre.

La nuit, suivre une personne jusqu'à chez elle sans y avoir été invité.

Prendre des photos d'une personne à travers les fenêtres de son logement sans sa permission.

Envoyer à autrui, sans y avoir été invité, des images pornographiques ou des photos de ses organes génitaux.

Certains des actes visés ici peuvent également constituer des infractions.

Source : « Faire régner la déontologie et la discipline : module à l'intention des commandants des contingents militaires et des unités de police des Nations Unies »

Encadré 3. Qu'entend-on par « agression sexuelle » ?

L'agression sexuelle est interdite par les normes de conduite des Nations Unies.

Dans certaines missions, il y a eu des cas d'agressions sexuelles entre membres d'un même contingent ainsi qu'entre civils, policiers ou militaires d'une même mission.

Par exemple, il a pu s'agir, lors de soirées ou de rencontres entre collègues, d'attouchements délibérés des fesses ou de la poitrine, ou de baisers forcés sur la bouche sans le consentement de l'intéressée. Les actes d'agression sexuelle peuvent également constituer des infractions relevant de la compétence nationale du pays fournisseur de contingents ou tombant sous le coup des lois du pays.

Source : « Faire régner la déontologie et la discipline : module à l'intention des commandants des contingents militaires et des unités de police des Nations Unies » (cours de l'ONU).

Question 2. Quelles mesures pouvez-vous mettre en place afin de prévenir ce type de faute ?

Un large éventail de mesures doit être mis en place en vue de réduire le risque que le personnel se livre à des **inconduites sexuelles** (exploitation et atteintes sexuelles, harcèlement sexuel et agression sexuelle), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp. Il peut s'agir, par exemple, des mesures suivantes :

Cocher	Notions
	<p><i>Affirmer sa résolution et montrer l'exemple</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer à la formation initiale sur la déontologie et la discipline organisée par la mission. • Expliquer clairement à tous que les allégations de faute seront prises au sérieux. • Créer au sein du contingent une culture respectueuse du genre et de la diversité. • Montrer l'exemple et respecter en toutes circonstances les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays.
	<p><i>Assurer la sensibilisation et la formation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir aux membres du contingent une formation sur les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission ainsi que les lois du pays dans le mois qui suit leur arrivée, ainsi que des sessions de rappel des règles par la suite. Dans la pratique, l'Équipe déontologie et discipline de la mission forme les formateurs du contingent, qui à leur tour dispensent les formations aux membres du contingent. • Demander à l'aumônier du contingent (représentant, par exemple, les religions islamique, chrétienne, hindoue, bouddhiste, sikh ou juive) d'expliquer aux membres du contingent qu'il importe de maintenir des normes de conduite élevées pendant leurs déploiements. • Placer des affiches et des prospectus sur les normes de conduite des Nations Unies dans des endroits visibles dans le camp. • Distribuer aux membres du contingent des cartes de poche sur lesquelles figurent les normes de conduite des Nations Unies. L'ONU a publié des cartes de poche à l'usage des membres des contingents sur les normes de conduite des Nations Unies, disponibles dans toutes les langues de l'Organisation. Il s'agit des cartes de poche <u>« Aucune excuse » sur l'exploitation et les atteintes sexuelles</u> et du <u>Code de conduite du Casque bleu : dix règles</u>.

	<p><i>Mettre en place des mesures de surveillance et de contrôle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures visant à empêcher la fraternisation avec la population locale (couvre-feu propre au contingent, obligation de porter un uniforme en permanence à l'extérieur du camp, désignation de lieux interdits au personnel de l'ONU, organisation de patrouilles conjointement avec la police militaire du contingent). • Mettre en place des mesures de surveillance des membres du contingent lorsqu'ils sortent du camp et qu'ils participent à des soirées (obligation pour les membres du contingent de se déplacer en groupes encadrés lorsqu'ils ne sont pas de service et qu'ils se trouvent en dehors du camp). • Mettre en place des mesures pour empêcher les absences non autorisées des membres du contingent ou l'entrée de personnes non autorisées (comptage régulier des effectifs, contrôle rigoureux des entrées et sorties dans les camps et les blocs d'hébergement, sécurité renforcée du périmètre). • Mettre en place des mesures pour restreindre l'accès de la population aux camps/baraquements (assurer la liaison avec les autorités locales afin que les vendeurs ambulants ne s'approchent pas du périmètre du camp, interdire le recours aux travailleurs domestiques issus de la population locale dans les camps des contingents des Nations Unies). • Désigner des blocs sanitaires réservés aux locaux ou visiteurs, distincts de ceux utilisés par les membres du contingent. • Veiller à ce que les commandants effectuent régulièrement des rondes dans les lieux considérés comme présentant un risque élevé d'exploitation et d'atteintes sexuelles. • Assurer une rotation régulière des contingents déployés dans les lieux éloignés. • Être attentif aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.
	<p><i>Assurer une bonne qualité de vie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une bonne qualité de vie et organiser des loisirs (accès à Internet, salle de sport, salle de télévision, sports de plein air, sorties encadrées) et des conditions de vie adéquates pour le personnel des contingents afin de réduire le stress. • Ne pas autoriser le contingent à partager des articles alimentaires et non alimentaires avec la population locale sans un encadrement approprié. Faire des dons caritatifs formels de produits alimentaires et non alimentaires par l'intermédiaire d'organisations tierces telles que des organisations non gouvernementales et locales.

	<p>Garder à l'esprit que les contingents ne sont pas autorisés à donner ou à vendre des rations de l'ONU à des tiers. Les rations de l'ONU non utilisées doivent lui être restituées.</p>
--	---

On trouvera ci-après des exemples de dispositifs de contrôle visant à **prévenir le vol ou le détournement de carburant et de rations de l'ONU** :

Cocher	Notions
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Mettre en place un comité des denrées alimentaires et du carburant chargé de superviser la gestion du carburant et des rations alimentaires de l'ONU. La ou les personnes assurant la supervision ne doivent pas avoir d'intérêt direct dans la gestion des rations de carburant et de nourriture. Il peut s'agir, par exemple, d'un commandant subordonné (commandant adjoint) ou d'un membre du personnel d'état-major du commandement, tel qu'un conseiller juridique.
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Effectuer des vérifications ponctuelles aléatoires des registres de réception et d'utilisation des rations et du carburant de l'ONU, ainsi que de leur redistribution aux sous-unités (registres de carburant des véhicules, registres de carburant des groupes électrogènes, registres de rations alimentaires, rapports quotidiens des mesures du niveau de carburant).
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Mettre en place des mesures de sécurité strictes autour du stockage du carburant, du parc automobile et des groupes électrogènes, y compris des systèmes de vidéosurveillance.
	<ul style="list-style-type: none"> ○ N'autoriser qu'un petit nombre de personnes à ravitailler les véhicules et les groupes électrogènes.

Il convient de noter que de nombreuses fautes sont commises après une consommation excessive d'alcool. Les commandants doivent donc mettre en place des **mesures visant à prévenir la consommation excessive d'alcool** par leur personnel.

Cocher	Notions
	<p>Par exemple, les commandants peuvent contribuer à prévenir la consommation excessive d'alcool :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ En désignant un officier ou un sous-officier qui sera de service et surveillera les activités de détention. ○ Si le contingent dispose de son propre bar à l'intérieur du camp, des mesures peuvent être mises en place pour prévenir la consommation excessive d'alcool : <ul style="list-style-type: none"> ○ Affecter un agent à la surveillance du bar ; ○ Limiter la quantité d'alcool distribuée à chaque personne et la fréquence de cette distribution ; ○ Ne distribuer de l'alcool aux conducteurs que pendant leurs jours de repos, lorsqu'ils ne sont pas en service.

Les commandants doivent aussi être **attentifs aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.**

Pourquoi surveiller les manquements mineurs ? Par exemple, si des membres du contingent sont surpris en train de violer le couvre-feu alors qu'ils ne sont pas en tenue et qu'un passager non autorisé se trouve dans leur véhicule, cela peut être le signe qu'ils se livrent à des types de fautes plus graves, comme le commerce illégal ou encore l'exploitation et les atteintes sexuelles. Dans le passé, par mesure de précaution, des commandants ont fait rapatrier des membres de leur contingent en cas de petites violations répétées de l'ordre et de la discipline.

Question 3. Qui, au sein du contingent, est chargé de mettre en œuvre ces mesures de prévention ? Quels sont les services de la mission qui peuvent apporter leur aide ?

Personnes chargées de la mise en œuvre des mesures : le groupe doit désigner au sein du contingent la personne qui sera chargée de la mise en œuvre de chaque mesure. On trouvera des exemples de personnes chargées de la mise en œuvre des mesures dans l'**Exemple de plan d'action contre les fautes.**

S'agissant des mesures relatives à la formation, le groupe souhaitera peut-être attribuer un rôle d'appui à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission, qui organisent, à l'intention des formateurs du contingent, des activités de formation des formateurs sur les normes de conduite des Nations Unies ainsi que sur les règles et règlements propres à la mission en matière de déontologie et de discipline.

La composante « appui à la mission » peut également jouer un rôle de soutien, en aidant à fixer les clôtures du périmètre et les lumières de sécurité.

Informations supplémentaires :

Lorsqu'il traite la question des responsables chargés de la mise en œuvre, le formateur peut également choisir de :

- Souligner les obligations juridiques qu'ont les commandants de contingents militaires et d'unités de police constituées de faire régner la déontologie et la discipline au sein de leurs contingents, telles qu'énoncé dans le Modèle de mémorandum d'accord conclu entre l'ONU et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police :

Pour les commandants des contingents militaires : « 7.5. Le Gouvernement reconnaît que c'est le commandant de son contingent qui est responsable du maintien de la discipline et de l'ordre parmi tous les membres de ce contingent pendant leur affectation à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. Il s'engage donc à veiller à ce que le commandant de son contingent soit investi des pouvoirs nécessaires et prenne toute mesure raisonnable afin de maintenir la discipline et l'ordre parmi les membres de ce contingent pour qu'ils respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois et règlements locaux, conformément à l'accord sur le statut des forces. »

Pour les commandants d'unités de police constituées : « 7.8. Le Gouvernement reconnaît que c'est le commandant de l'unité de police constituée qui est responsable du maintien de la discipline et de l'ordre parmi tous les membres de cette unité pendant leur affectation à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. Il s'engage donc à veiller à ce que le commandant de l'unité de police constituée soit investi des pouvoirs nécessaires et prenne toute mesure raisonnable afin de maintenir la discipline et l'ordre parmi les membres de cette unité pour qu'ils respectent les normes de conduite des Nations Unies, les règles et règlements propres à la mission et les lois et règlements locaux, conformément à l'accord sur le statut des forces ou le statut de la mission. » Source : chapitre 9 - Modèle de mémorandum d'accord pour les contingents militaires et Modèle de mémorandum d'accord pour les unités de police constituées (A/75/121), 31 août 2020.

- Veuillez expliquer que la mise en œuvre des obligations juridiques du commandant du contingent au titre des paragraphes 7.5 (militaires) et 7.8 (FPU) devra être appuyée par le personnel d'état-major, tout en soulignant que l'obligation juridique du respect de la déontologie et de la discipline parmi les membres du contingent incombe au commandant du contingent.

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	
G r o u p e 3	

G r o u p e 4	
	Noms des apprenants
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	

<div>G r o u p e 3</div>	
<div>G r o u p e 4</div>	

Exercice 4. Quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?

Objet

S'entraîner à déterminer quels sont les manquements que le commandant est habilité à traiter ou qu'il faudra signaler à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée.

Résultats de l'apprentissage des participants

À la fin de la session, les apprenants seront en mesure de déterminer si les manquements peuvent avoir des retombées en dehors du contingent et, partant, doivent être signalées à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation.

Méthode

Travail en groupe, discussion plénière.

Consignes et durée

Durée totale : quarante-cinq minutes.

Pour cet exercice, les travaux sont effectués par quatre groupes (par exemple composés de cinq personnes).

Avant l'exercice :

- Demandez aux participants de lire le **Guide de déploiement** (voir **Ressources clés**).
- Préparez les supports de formation et les fournitures (voir ci-après).
- Répartissez les participants en quatre groupes.
- (Facultatif) Désignez des salles de repos que deux groupes pourront utiliser pendant les travaux afin de réduire le niveau sonore dans la salle de classe et de renforcer la concentration.

Consignes	Durée
<p>Introduction</p> <p>Présentez l'objectif et les résultats d'apprentissage des participants et expliquez comment la performance sera évaluée (voir la section Méthode d'évaluation de l'apprentissage ci-après et la même section dans le Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Donnez des conseils sur la manière de gérer les émotions et les désaccords (voir Guide de l'instructeur sur les exercices en classe).</p> <p>Répartissez les participants en quatre groupes.</p>	Deux minutes
<p>Travail en groupe</p> <p>Expliquez les consignes de l'exercice :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque groupe recevra une enveloppe contenant deux intitulés et plusieurs énoncés avec des exemples de manquements qu'ils pourraient devoir traiter dans le cadre d'une mission. • Chaque groupe ouvre son enveloppe et place les deux intitulés sur la table devant lui. L'un des intitulés se lit comme suit : « Manquements qui n'ont pas de retombées en dehors du contingent et qui peuvent être traités par le commandant ». Le deuxième intitulé se lit comme suit : « Manquements qui ont des retombées en dehors du contingent et doivent être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation ». • Ensuite, les groupes lisent chaque énoncé contenant un exemple de manquement et le placent sous l'intitulé correspondant. • Pour cela, ils répondent aux questions suivantes : « Quel type de manquement a été commis ? » « Le manquement a-t-il des retombées en dehors du contingent ? » 	Trente minutes

Rappelez les notions suivantes :

- Au cours de leurs déploiements, les commandants doivent veiller à ce que leur personnel respecte les normes de conduite des Nations Unies, les règles et réglementations propres à la mission ainsi que les lois du pays.
- La règle générale est que si le manquement **a des retombées en dehors du contingent**, il doit être immédiatement signalé à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée.
- L'ONU interprète au sens large la notion de « retombées en dehors du contingent ». Par exemple, cette notion comprend les aspects suivants :
 - le préjudice causé à toute personne extérieure au contingent.
 - l'atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU, du pays fournisseur de contingents ou du pays fournisseur de personnel de police.
 - l'entrave à la mise en œuvre du mandat de la mission.
 - l'érosion de la confiance de la population dans la mission.
 - la création de tensions politiques entre les pays.
 - la création de risques pour la sécurité de la mission, y compris pour les membres des contingents.
 - une perte financière pour l'ONU.

Distribuez les enveloppes préparées à l'avance à chaque groupe : une enveloppe par groupe (voir **Matériel de formation et fournitures**).

Demandez à certains groupes de se rendre dans les salles de repos (facultatif).

À la fin de l'exercice, chaque groupe doit avoir trié tous les manquements et les avoir placés sous l'un ou l'autre des deux intitulés.

Pendant le travail en groupe, les formateurs écoutent les discussions et en évaluent la qualité. Ils inscrivent des notes sur la performance de chaque groupe dans l'espace prévu à cet effet dans la grille de solution. À la fin du travail en groupe, ils prennent également une photo

<p>des travaux réalisés afin de les aider à évaluer la performance du groupe.</p> <p>Autocorrection</p> <p>Expliquez que chaque groupe procèdera à sa propre correction à l'aide de la fiche fournie. Distribuez la Fiche 1 : quels manquements faut-il signaler à l'ONU ? à chaque groupe et donnez-leur 2 à 3 minutes pour l'autocorrection.</p>	
<p>Discussion plénière et commentaires du formateur</p> <p>Encouragez une brève discussion plénière en posant les questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quels énoncés vous ont semblé difficiles à classer ou avez-vous mal classé et pourquoi ? 2. Certains énoncés ont-ils soulevé des zones d'ombre ? 3. Pour celles et ceux qui ont une expérience du maintien de la paix à l'ONU, quels exemples de manquement des normes de conduite des Nations Unies, des règles et réglementations propres à la mission ou des lois du pays ont été commis au cours de ces déploiements ? 4. Quels exemples de manquements aux règles et réglementations internes de notre pays peuvent se produire au cours du déploiement à venir et peuvent être traités en interne par le commandant du contingent ? <p>Au cours de la discussion, utilisez la Fiche 2 : grille de solution détaillée (Quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?) afin d'expliquer pourquoi les manquements que les groupes ont trouvé difficiles à classer (par exemple les énoncés qui soulèvent des zones grises) ou mal classées doivent être signalés à l'ONU ou non. Utilisez ensuite le temps restant pour souligner des points supplémentaires dans la Grille de solution du formateur : quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?</p>	Treize minutes

Au cours de la discussion, les formateurs évaluent la qualité des contributions à la discussion plénière et inscrivent des notes sur la performance de chaque groupe dans l'espace prévu à cet effet dans la grille de solution.

Une fois l'exercice terminé, distribuez la **Fiche 2 : grille de solution détaillée (Quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?)** et demandez aux apprenants de l'utiliser lors de leurs prochains déploiements pour les aider à déterminer les types de manquements qu'il faut signaler à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée. En outre, distribuez l'**Infographie sur les allégations de faute (contingents militaires)** ou l'**Infographie sur les allégations de faute (unités de police constituées)** (voir **Ressources clés**) et demandez aux apprenants de les emporter avec eux lors de leur prochain déploiement. Ces infographies indiquent ce qu'il advient d'une allégation de faute impliquant un membre d'un contingent militaire ou d'une unité de police constituée une fois qu'elle a été signalée à l'ONU, précisent qui fait quoi lorsque l'allégation est signalée et fait l'objet d'une enquête, et exposent les conséquences en cas de faute avérée.

Matériel et fournitures de formation

Le formateur prépare les fiches suivantes et d'autres supports de formation :

- **Consignes** : un exemplaire par formateur.
- **Grille de solution : quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?** : un exemplaire par formateur.
- **Fiche 1 : quels types de manquements faut-il signaler à l'ONU ?** : un exemplaire imprimé recto par groupe (à insérer dans les enveloppes - voir ci-après), un exemplaire imprimé recto-verso par groupe (pour « discussion plénière et commentaires du formateur ») et un exemplaire par formateur.
- **Fiche 2 : grille de solution détaillée (quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?)** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur.
- **Infographie sur les allégations de faute (contingents militaires) ou infographie sur les allégations de faute (unités de police constituées)** : un exemplaire par apprenant et un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Glossaire** : un exemplaire par formateur (voir **Ressources clés**).
- **Enveloppes** : une par groupe.

Préparation des enveloppes. L'exercice s'appuie sur la **Fiche 1 : quels types de manquements faut-il signaler à l'ONU ?** Avant l'exercice, imprimez une fiche par groupe (recto seulement). Découpez les énoncés contenant des exemples de manquements et leurs deux intitulés. Mélangez les énoncés et les intitulés de manière à ce qu'ils ne se suivent pas. Placez les énoncés mélangés et les deux intitulés dans une enveloppe que vous remettrez à chaque groupe.

Méthode d'évaluation de l'apprentissage

Cet exercice est évalué sur la base de l'observation du formateur et de l'examen des travaux de groupe. En d'autres termes, les formateurs recueilleront des données sur la performance des apprenants en observant la qualité de leurs contributions pendant le travail en groupe et la discussion plénière et en examinant la précision du travail de chaque groupe sur les photos prises à la fin de la session.

Grille de solution : quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?

Les affirmations de la **Fiche 1 : Quels types de manquements faut-il signaler à l'ONU ?** sont déjà placées dans les rubriques appropriées. En outre, utilisez la **Fiche 2 : grille de solution détaillée (Quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?)** pour expliquer pourquoi une affirmation relève d'une rubrique particulière.

On trouvera ci-après d'autres notions à souligner lors de la discussion en groupe :

Cocher	Notions
	1. Les commandants sont tenus de signaler immédiatement les allégations de fautes à l'ONU. Cela signifie qu'ils doivent signaler les allégations de faute à la chaîne de commandement de l'ONU <u>ainsi qu'</u> à l'Équipe déontologie et discipline ou au Coordonnateur pour les questions de déontologie et de discipline de la mission.
	2. Afin de décider quels manquements doivent être signalés à l'ONU, les commandants doivent répondre à la question suivante : « Le manquement a-t-il <u>des retombées en dehors du contingent</u> ? » 3. Si la réponse est <u>oui</u> , le manquement a des « retombées en dehors du contingent », il doit alors être immédiatement signalé à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation. Par exemple, les manquements qui portent atteinte à toute personne extérieure au contingent doivent être signalés à l'ONU. 4. Si la réponse est <u>non</u> et que le manquement n'a pas de retombées en dehors du contingent, le commandant est autorisé à traiter le manquement en interne au sein du contingent et n'est pas tenu de le signaler à l'ONU. Par exemple, les infractions mineures aux règles internes du contingent ne devraient pas avoir de retombées en dehors du contingent et ne doivent donc pas être signalées à l'ONU.
	5. L'ONU interprète au sens large la notion de « retombées en dehors du contingent ». Par exemple, cette notion comprend les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le préjudice causé à toute personne extérieure au contingent ; ○ L'atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU, du pays fournisseur de contingents ou du pays fournisseur de personnel de police ; ○ L'entrave à la mise en œuvre du mandat de la mission ;

	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'érosion de la confiance de la population dans la mission ; ○ La création de tensions politiques entre les pays ; ○ La création de risques pour la sécurité de la mission, y compris pour les membres des contingents ; ○ Une perte financière pour l'ONU.
	<p>6. Vous hésitez encore ? En cas de doute, faites un signalement ! Le fait de ne pas signaler une faute constitue en soi une faute et peut entraîner le rapatriement des commandants et leur interdiction de participer à de futurs déploiements avec l'ONU.</p>
	<p>7. <u>Existe-t-il des zones grises</u> ? Comme pour toutes les règles générales, il existe des zones grises. Certains manquements commis au sein du contingent n'ont pas de retombées en dehors du contingent, mais doivent tout de même être signalés à l'ONU. Il s'agit de manquements entre membres du contingent qui entraînent des blessures graves, ainsi que de cas de harcèlement sexuel et d'autres types d'inconduite sexuelle. Dans ce cas, la question sera traitée par les autorités nationales du contingent. Toutefois, l'ONU devra être informée des mesures prises, notamment pour déterminer si les personnes impliquées ne devraient plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'Organisation.</p>
	<p>8. Les commandants doivent être attentifs aux manquements mineurs car ils peuvent être le signe d'une faute plus grave.</p> <p><u>Pourquoi surveiller les manquements mineurs</u> ? Par exemple, si des membres du contingent sont surpris en train de violer le couvre-feu alors qu'ils ne sont pas en tenue et qu'un passager non autorisé se trouve dans leur véhicule, cela peut être le signe qu'ils se livrent à des types de fautes plus graves, comme le commerce illégal ou encore l'exploitation et les atteintes sexuelles. Dans le passé, par mesure de précaution, des commandants ont fait rapatrier des membres de leur contingent en cas de petites violations répétées de l'ordre et de la discipline.</p>

Informations supplémentaires :

Quelles sont les règles de l'ONU concernant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances ?

Les commandants doivent vérifier les règles propres à la mission afin de prendre connaissance des taux d'alcoolémie autorisés au volant dans la zone de la mission. Certaines missions autorisent une petite quantité d'alcool, d'autres pas du tout. Soldats et policiers doivent respecter les lois du pays ainsi que les règles et règlements propres à la mission régissant la conduite sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances comme la marijuana.

Comment l'ONU gère-t-elle les accidents de la route ?

Lorsqu'un accident de la route se produit, on ne sait pas d'emblée si une faute a été commise. La mission mène une enquête préliminaire afin de préserver les preuves. Si elle soupçonne une faute (par exemple, excès de vitesse ou conduite en état d'ivresse), une enquête distincte est lancée sur cette faute présumée. L'ONU remet ensuite aux enquêteurs les éléments de preuve recueillis lors de l'enquête préliminaire.

Comment les membres des contingents doivent-il signaler un accident de la route à l'ONU ?

- À votre arrivée, la mission vous indiquera qui contacter en cas d'accident de la route, par exemple le groupe de la sécurité de la mission ou la police militaire.
- Les accidents de la route doivent être signalés à l'ONU dans les plus brefs délais (par exemple, dans les 24 heures suivant l'accident).
- Les membres du personnel de l'ONU ne doivent pas quitter les lieux de l'accident avant la fin de l'enquête préliminaire, sauf raisons impérieuses (par exemple, si leur sécurité personnelle est menacée).

	Notes du formateur sur la performance du groupe ou de l'apprenant
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	
G r o u p e 3	

Exercice 4. Manquements à signaler

G r o u p e 4	
---	--

	Noms des apprenants
G r o u p e 1	
G r o u p e 2	
G r o u p e 3	

G r o u p e 4	
---	--

Fiche 1 : quels types de manquements faut-il signaler à l'ONU ?

Manquements qui n'ont pas de retombées à l'extérieur du contingent et peuvent être traités par le commandant

L'un des membres de votre contingent a volé 100 dollars à un autre membre de votre contingent.

L'un des membres de votre contingent a volé un téléphone appartenant à un autre membre de votre contingent.

Deux membres de votre contingent se battent dans la cantine du contingent. L'un d'eux a le nez cassé à la suite d'un coup de poing.

Plusieurs membres de votre contingent ont acheté de l'alcool au comptoir de vente hors taxes de l'ONU (économat) et l'ont consommé dans leur baraquement en dehors des heures de service. Le contingent interdit toute consommation d'alcool au cours d'un déploiement avec l'ONU.

L'un de vos officiers subalternes se plaint que son commandant le rabaisse constamment devant les autres membres du contingent.

Le contingent a fixé son couvre-feu à 23 heures. L'un des officiers du contingent a dîné dans un restaurant et est revenu au camp après 23 heures.

Un membre du contingent refuse de suivre les ordres de sa supérieure et lui manque de respect.

Le contingent exige que ses membres soient toujours en tenue lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur du camp. Un membre du contingent est vu en train d'acheter des produits d'hygiène personnelle sur un marché local, alors qu'il n'est pas en tenue.

Tout manquement qui a des retombées en dehors du contingent et doit donc être immédiatement signalé à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation.

Le conducteur du véhicule du contingent a délibérément falsifié les relevés de carburant du véhicule.

Peu avant le départ du contingent, le cuisinier du contingent vend à un commerçant local les rations alimentaires de l'ONU non utilisées qui lui ont été attribuées, car le contingent ne les utilisera pas. Il entend donner l'argent à une association caritative locale.

Un officier du contingent envoie à plusieurs reprises des SMS à une femme observateur militaire/membre de la police des Nations Unies, lui demandant de sortir avec lui, bien qu'elle lui ait dit à plusieurs reprises d'arrêter. La femme est de la même nationalité que le contingent.

Un policier local insulte l'un des membres de votre contingent. Ils en viennent à se bagarrer.

Le conducteur du véhicule blindé de transport de troupes de votre contingent est impliqué dans un accident de la route. Il était en état d'ébriété. Heureusement, aucun membre du personnel à bord du véhicule ni aucun habitant de la région n'a été blessé dans l'accident.

Un officier du contingent paie une travailleuse du sexe adulte afin d'avoir des relations sexuelles avec elle. La prostitution est légale dans le pays.

Un membre du contingent âgé de 23 ans tombe amoureux d'une jeune fille locale de 17 ans et entame une relation sexuelle avec elle. Il a l'intention de l'épouser et de l'emmener dans son pays d'origine.

Des membres du contingent sont surpris au marché local en train d'acheter des bracelets en ivoire. Le commerce de l'ivoire est interdit par la législation locale.

Des membres du contingent ont acheté sur le marché local une petite quantité de marijuana qu'ils ont fumé en dehors des heures de service dans les camps. La possession de petites quantités de marijuana pour un usage personnel est légale dans le pays d'origine du contingent, mais illégale dans le pays où il est déployé.
Les membres du contingent ont acheté de l'alcool au comptoir de vente hors taxes de l'ONU (économat) et l'ont revendu à un prix plus élevé aux commerçants locaux.
L'un des membres de votre contingent a été arrêté par les services de sécurité de l'aéroport avec un petit sac de diamants non traités dans ses bagages. La mission se trouve dans un pays qui interdit l'exportation de diamants.
Un membre du contingent rentre dans son pays. La sécurité de l'aéroport l'arrête après avoir trouvé une munition dans son sac à dos. Le membre du contingent vous appelle et vous dit qu'il s'agit véritablement d'une erreur et qu'il a oublié de vérifier sa valise avant de partir.
L'un de vos officiers communique un document confidentiel de l'ONU à la presse locale.
L'un des membres de votre contingent s'est rendu dans un bar qui figure sur la liste des lieux interdits au personnel de l'ONU par la mission.
L'un des hommes de votre contingent est vu en train de dîner dans un restaurant en compagnie d'une femme de la région à 23 heures. Il n'a aucune raison officielle de s'y trouver. La mission a mis en place des règles de non-fraternisation applicables au personnel.
Une bagarre éclate entre plusieurs membres du contingent dans le bloc d'hébergement. À la suite de la bagarre, l'un d'entre eux est gravement blessé à l'œil, ce qui risque de provoquer des lésions permanentes.
Un officier envoie à une soldate du même contingent des images pornographiques sans y avoir été invité.

Fiche 2 : grille de solution détaillée (Quels manquements faut-il signaler à l'ONU ?)

Manquements qui <u>n'ont pas</u> de retombées à l'extérieur du contingent et peuvent être traités par le commandant.	Quels types de manquements ont pu être commis ? Pourquoi <u>n'ont-ils pas</u> de retombées en dehors du contingent ?
L'un des membres de votre contingent a volé 100 dollars à un autre membre de votre contingent.	Il s'agit d'un acte prohibé (vol) qui n'a pas de retombées en dehors du contingent puisque l'auteur et la victime sont tous deux membres du contingent.
L'un des membres de votre contingent a volé un téléphone appartenant à un autre membre de votre contingent.	Il s'agit d'un acte prohibé (vol) qui n'a pas de retombées en dehors du contingent puisque l'auteur et la victime sont tous deux membres du contingent.
Deux membres de votre contingent se battent dans la cantine du contingent. L'un d'eux a le nez cassé à la suite d'un coup de poing.	Il s'agit d'un acte prohibé (agression physique) qui n'a pas de retombées en dehors du contingent puisque l'auteur et la victime sont tous deux membres du contingent.
Plusieurs membres de votre contingent ont acheté de l'alcool au comptoir de vente hors taxes de l'ONU (économat) et l'ont consommé dans leur baraquement en dehors des heures de service. Le contingent interdit toute consommation d'alcool au cours d'un déploiement avec l'ONU.	<p>Les membres du contingent ont enfreint une politique du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. Aucune règle de l'ONU n'a été violée.</p> <p>Il convient toutefois de noter que chaque mission a ses propres règles en matière de consommation d'alcool.</p>

L'un de vos officiers subalternes se plaint que son commandant le rabaisse constamment devant les autres membres du contingent.	Il s'agit d'un cas possible de harcèlement au travail ou d'abus de pouvoir entre membres du contingent qui n'a pas de retombées en dehors du contingent puisqu'il n'implique personne de l'extérieur.
Le contingent a fixé son couvre-feu à 23 heures. L'un des officiers du contingent a dîné dans un restaurant et est revenu au camp après 23 heures.	<p>Le membre du contingent a enfreint une politique du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. Aucune règle de l'ONU n'a été violée.</p> <p>Il convient toutefois de noter que chaque mission a ses propres règles en matière de couvre-feu. Si un membre du contingent viole le couvre-feu de la mission, cela doit être signalé à l'ONU.</p>
Manquements qui <u>n'ont pas</u> de retombées à l'extérieur du contingent et peuvent être traités par le commandant	Quels types de manquements ont pu être commis ? Pourquoi <u>n'ont-ils pas</u> de retombées en dehors du contingent ?
Un membre du contingent refuse de suivre les ordres de son supérieur et lui manque de respect.	Il peut s'agir d'un cas d'insubordination et d'un manquement aux règles du contingent. Toutefois, l'acte n'enfreint aucune règle de l'ONU et n'a pas de retombées en dehors du contingent.
Le contingent exige que ses membres soient toujours en tenue lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur du camp. Un membre du contingent est vu en train d'acheter des produits d'hygiène	Le membre du contingent a violé une politique du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. Aucune règle de l'ONU n'a été violée.

Exercice 4. Manquements à signaler

personnelle sur un marché local, alors qu'il n'est pas en tenue.	Il convient toutefois de noter que chaque mission a ses propres règles sur le port de l'uniforme à l'extérieur du camp.
--	---

Manquements qui ont des retombées en dehors du contingent et doivent donc être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation	Quels types de manquements ont pu être commis ? En quoi <u>ont-ils des retombées en dehors du contingent</u> ?
Le conducteur du véhicule du contingent a délibérément falsifié les relevés de carburant du véhicule.	<p>Il s'agit d'un vol de carburant de l'ONU, ce qui constitue un manquement aux règles et règlements de l'Organisation.</p> <p>Le vol d'actifs, de biens et de matériel entraîne une perte financière pour l'ONU ainsi qu'une atteinte à l'image et à la réputation de l'Organisation et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.</p> <p>Dans les pays où il y a des pénuries de carburant, ces cas peuvent rapidement prendre une dimension politique et être utilisés par des fauteurs de troubles pour dénigrer la mission.</p>
Peu avant le départ du contingent, le cuisinier du contingent vend à un commerçant local les rations alimentaires de l'ONU non utilisées qui lui ont été attribuées car le contingent ne les utilisera pas. Il entend donner l'argent à une association caritative locale.	La vente de rations de l'ONU constitue un manquement aux règles et règlements de l'Organisation. Cela entraîne une perte financière pour l'ONU et une atteinte à l'image et à la réputation de l'Organisation et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. Le fait que le cuisinier entende donner l'argent à une association caritative locale n'est pas une excuse. Il s'agit d'un manquement aux règles et règlements de l'ONU qui doit être signalé à l'Organisation.
Un officier du contingent envoie à plusieurs reprises des SMS à une femme	Le harcèlement sexuel est interdit par les normes de conduite des Nations Unies.

<p>observateur militaire/membre de la police des Nations Unies, lui demandant de sortir avec lui, bien qu'elle lui ait dit à plusieurs reprises d'arrêter. La femme est de la même nationalité que le contingent.</p>	<p>Cet acte a des retombées en dehors du contingent car il porte préjudice à une personne qui n'appartient pas au contingent. Il porte également atteinte à l'image et à la réputation du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. Le fait que le membre du contingent et l'observateur militaire/membre de la police des Nations Unies soient de la même nationalité n'a pas d'importance. Un préjudice a été causé à une personne extérieure au contingent et le cas doit être signalé à l'ONU.</p>
<p>Un policier local insulte l'un des membres de votre contingent. Ils en viennent à se bagarrer.</p>	<p>Il s'agit d'un acte prohibé (agression physique) qui a des retombées en dehors du contingent car il porte préjudice à des personnes extérieures au contingent et porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.</p>
<p>Manquements qui <u>ont des retombées en dehors du contingent</u> et doivent donc être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation.</p>	<p>Quels types de manquements ont pu être commis ? En quoi <u>ont-ils des retombées en dehors du contingent</u> ?</p>
<p>Le conducteur du véhicule blindé de transport de troupes de votre contingent est impliqué dans un accident de la route. Il était en état d'ébriété. Heureusement, aucun membre du personnel à bord du véhicule ni aucun habitant de la région n'a été blessé dans l'accident.</p>	<p>La conduite en état d'ivresse constitue un manquement aux règles de l'ONU qui a des retombées en dehors du contingent car l'accident s'est produit à l'extérieur du camp sur des routes locales, et qui a causé un risque de préjudice important aux personnes et aux biens à l'extérieur du contingent. Les accidents liés à la</p>

	conduite en état d'ivresse nuisent également à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
Un officier du contingent paie une travailleuse du sexe adulte afin d'avoir des relations sexuelles avec elle. La prostitution est légale dans le pays.	Il s'agit d'un acte d'exploitation et d'atteintes sexuelles qui est interdit par les normes de conduite des Nations Unies, même dans les pays où la prostitution est légale ou tolérée. Ces actes ont des retombées en dehors du contingent car ils portent préjudice à des personnes extérieures au contingent et portent atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police. De tels actes nuisent également à la confiance de la population dans la mission, créent des tensions politiques entre le gouvernement hôte et l'ONU ou le pays fournisseur de contingents ou de personnel de police et engendrent des risques pour la sécurité de la mission, notamment pour le personnel des contingents.
Un membre du contingent âgé de 23 ans tombe amoureux d'une jeune fille locale de 17 ans et entame une relation sexuelle avec elle. Il a l'intention de l'épouser et de l'emmener dans son pays d'origine.	Il s'agit d'un acte d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les relations sexuelles avec un enfant (personne de moins de 18 ans) sont interdites par les normes de conduite des Nations Unies, quel que soit l'âge du consentement dans le pays. Ces actes ont des retombées en dehors du contingent car ils portent préjudice à des personnes extérieures au contingent et portent atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays

	fournisseur de contingents ou de personnel de police. De tels actes nuisent également à la confiance de la population dans la mission, créent des tensions politiques entre le gouvernement hôte et l'ONU ou le pays fournisseur de contingents ou de personnel de police et engendrent des risques pour la sécurité de la mission, notamment pour le personnel des contingents.
Manquements qui <u>ont des retombées en dehors du contingent</u> et doivent donc être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation	Quels types de manquements ont pu être commis ? En quoi <u>ont-ils des retombées en dehors du contingent</u> ?
Des membres du contingent sont surpris au marché local en train d'acheter des bracelets en ivoire. Le commerce de l'ivoire est interdit par la législation locale.	Il s'agit d'un acte de commerce illicite de produits de la faune et la flore protégée et d'un manquement aux lois du pays qui a des retombées en dehors du contingent car il porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.

Des membres du contingent ont acheté sur le marché local une petite quantité de marijuana qu'ils ont fumé en dehors des heures de service dans les camps. La possession de petites quantités de marijuana pour un usage personnel est légale dans le pays d'origine du contingent, mais illégale dans le pays où il est déployé.	Il s'agit d'un manquement aux lois du pays qui a des retombées en dehors du contingent car il porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
Les membres du contingent ont acheté de l'alcool au comptoir de vente hors taxes de l'ONU (économat) et l'ont revendu à un prix plus élevé aux commerçants locaux.	Il s'agit d'un abus des privilèges de l'ONU qui a des retombées en dehors du contingent car il porte atteinte à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
L'un des membres de votre contingent a été arrêté par les services de sécurité de l'aéroport avec un petit sac de diamants non traités dans ses bagages. La mission se trouve dans un pays qui interdit l'exportation de diamants.	Il s'agit d'un manquement aux lois du pays qui a des retombées en dehors du contingent car l'acte s'est produit en dehors du camp et porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
Un membre du contingent rentre dans son pays. La sécurité de l'aéroport l'arrête après avoir trouvé une munition dans son sac à dos. Le membre du contingent vous appelle et vous dit qu'il s'agit véritablement d'une erreur et qu'il a oublié de vérifier sa valise avant de partir.	<p>Cet acte a des retombées en dehors du contingent car il s'est produit en dehors du camp et porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.</p> <p>Cet acte constitue aussi souvent un manquement aux lois du pays ainsi qu'aux</p>

	règles et réglementations propres à la mission.
Manquements qui <u>ont des retombées en dehors du contingent</u> et doivent donc être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation	Quels types de manquements ont pu être commis ? En quoi <u>ont-ils des retombées en dehors du contingent</u> ?
L'un de vos officiers communique un document confidentiel de l'ONU à la presse locale.	Il s'agit d'un manquement aux règles de confidentialité de l'ONU qui a des retombées en dehors du contingent car le document est remis à une personne extérieure au contingent. En fonction du contenu du document et de ce qui en est fait, l'acte peut également nuire à l'image et à la réputation de l'ONU ou du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police, créer des risques de sécurité pour la mission et engendrer des tensions politiques entre la mission et les gouvernements.
L'un des membres de votre contingent s'est rendu dans un bar qui figure sur la liste des lieux interdits au personnel de l'ONU par la mission.	Il s'agit d'un manquement aux règles et règlements propres à la mission qui a des retombées en dehors du contingent car l'incident s'est produit en dehors du camp et porte également atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
L'un des hommes de votre contingent est vu en train de dîner dans un restaurant en compagnie d'une femme de la région à 23 heures. Il n'a aucune raison officielle de	Il s'agit d'un manquement aux règles de non-fraternisation propres à la mission, qui visent à réduire le risque que le personnel de l'ONU se livre à des actes

s'y trouver. La mission a mis en place des règles de non-fraternisation applicables au personnel.	d'exploitation et à des atteintes sexuelles. Ce manquement a des retombées en dehors du contingent car l'acte s'est produit en dehors du camp, dans un lieu public, et porte atteinte à l'image et à la réputation de l'ONU et du pays fournisseur de contingents ou de personnel de police.
Une bagarre éclate entre plusieurs membres du contingent dans le bloc d'hébergement. L'un d'entre eux est gravement blessé à l'œil, ce qui risque de provoquer des lésions permanentes.	Cette acte se situe dans une « zone grise ». Bien que ce cas d'agression physique n'ait pas de retombées en dehors du contingent, il doit tout de même être signalé à l'ONU car il a entraîné une blessure grave. En l'espèce, la question sera traitée par les autorités nationales du contingent. Toutefois, l'ONU devra être informée des mesures prises par le pays fournisseur de contingents ou de personnel de police, notamment pour déterminer si les personnes impliquées ne devraient plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'Organisation.
Manquements qui <u>ont des retombées en dehors du contingent</u> et doivent donc être immédiatement signalés à l'ONU afin qu'une enquête soit éventuellement menée par le pays fournisseur de contingents ou par l'Organisation	Quels types de manquements ont pu être commis ? En quoi <u>ont-ils des retombées en dehors du contingent</u> ?
Un officier envoie à une soldate du même contingent des images pornographiques sans y avoir été invité.	Cette acte se situe dans une « zone grise ». Bien que ce cas de harcèlement sexuel entre membres d'un même contingent n'ait pas de retombées en dehors du contingent, il devrait tout de même être signalé à l'ONU. En l'espèce, la question sera traitée par les autorités nationales du contingent. Toutefois, l'ONU devra être informée des mesures prises par le pays fournisseur de contingents ou

Exercice 4. Manquements à signaler

	de personnel de police, notamment pour déterminer si l'auteur ne devrait plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'Organisation.
--	--